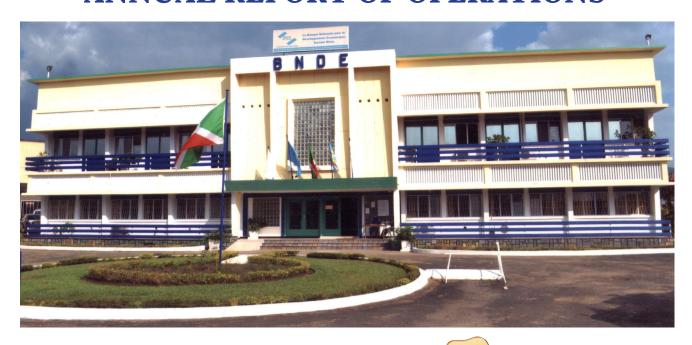


BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SOCIETE MIXTE

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES ANNUAL REPORT OF OPERATIONS





SOMMAIRE

CONTENTS

1. Discours du Prési	ident du Conseil
d'Administration	:

5

Pages

1. Speech of the Chairman of the Board

2. Environnement politique et économique

10

2. Political and economic environment

3. Bilan organisationnel, Administratif et social

14

3. Organizational, Administrative and Social balance sheet

4. Activités financières de la Banque

27

4. Financial activities of the bank

5. Etats financiers

39

5. Financial statements

6. Annexes

51

6. Appendix



BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

NATIONAL BANK FOR ECONOMIC DEVELOPMENT

«BNDE»,

Societe Mixte

« BNDE »,

Joint Venture



DISCOURS DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SPEECH OF THE CHAIRMAN OF THE BOARD



Allocution du Président du Conseil d'Administration lors de la présentation du Rapport Annuel du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, Exercice 2015.

Messieurs les actionnaires,

Au nom du Conseil d'Administration, j'ai l'honneur, conformément à l'article 19 des statuts de la Banque Nationale pour le Développement Economique, de vous présenter les éléments essentiels qui caractérisent notre rapport annuel pour l'exercice 2015 soumis à votre examen durant cette Assemblée Générale Ordinaire.

Au cours de l'exercice 2015, l'activité économique est demeurée tributaire d'un contexte politique très mouvementé.

En effet, l'année a été marquée par les préparatifs et la conduite des élections générales. Cette période a été caractérisée par des troubles dans certains endroits du pays et plus particulièrement à Buiumbura.

Sur le plan économique national, l'année 2015 s'est caractérisée par un ralentissement de l'activité dans certains secteurs notamment au niveau du secteur hôtelier et touristique.

La production caféière a beaucoup augmenté suite à une bonne pluviométrie et un bon entretien des plantations.

En effet, les apports en café cérise ont été de 96.254 tonnes au 31 Décembre 2015 contre 68.116,3 tonnes à la fin de 2014, soit une progression de 41,31 %.

Pour le thé, la production de feuilles vertes a varié de 4,21 % passant de 48.514,71 tonnes en 2014 à 50.577,97 tonnes au 31 Décembre 2015.

Le déficit de la balance commerciale a continué à s'aggraver.

En ce qui concerne les finances publiques, elles sont toujours déficitaires et les opérations du Burundi avec le reste du monde se sont soldées avec un déficit. Address by the Chairman of the Board at the presentation of the Annual Report of the Board of Directors to the Ordinary General Assembly of the Shareholders for the fiscal year 2015.

Ladies and Gentlemen,

On behalf of the Board of Directors, I have the honor, in accordance with Article 19 of the Statutes of the National Bank for Economic Development, to present to you the key elements which characterize our annual report for fiscal year 2015, subjected to your examination during this Ordinary General Assembly.

During fiscal year 2015, economic activity has remained reliant on a very turbulent political context.

In fact, the year was marked by the preparation and conduct of the general elections. This period was characterized by unrest in some parts of the country and particularly in Bujumbura.

On the national economic level, the fiscal year 2015 was characterized by a slowdown in some sectors especially at the hotel and tourism sector. Coffee production has increased due to a good pluviometry and good care of the plantations.

Indeed, the coffee contributions were 96 254 tons at 31st December, 2015 against 68 116, 3 tons at the end of 2014, that is to say an increase of 41.31%.

For the tea, the production of green leaves varied of 4.21% passing from 48 514, 71 tons in 2014 to 50 577, 97 tons at December 31st, 2015.

The trade balance deficit continued to worsen.

Regarding public finances, they are always in deficit and Burundi's transactions with the rest of the world were balanced with a deficit.

In this difficult economic environment resulting largely from the Burundian political crisis and the suspension of economic cooperation by traditional Burundi financial supporters, how was the activity of the National Bank for Economic Development (BNDE)?



Dans cet environnement économique difficile résultant en grande partie de la crise politique burundaise et la suspension de la coopération économique par les bailleurs de fonds traditionnels du Burundi, qu'elle a été l'activité de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE)?

Par rapport à l'année 2014, le volume des crédits octroyés a diminué de 37,31 % puisqu'il s'établit à 9,094 milliards BIF au 31 Décembre 2015 contre 14,506 Milliards BIF au 31 Décembre 2014.

Certes, les financements à court terme restent prépondérants avec 65,14 % du total des crédits.

Les autorités de la Banque ont la ferme volonté de recentrer les activités de la Banque vers le financement du moyen et long terme, mais l'amenuisement des ressources longues reste un grand défi à relever.

La situation du recouvrement reste satisfaisante si on considère l'environnement économique qui a caractérisé l'année 2015. Le taux de remboursement par rapport aux échéances appelées est de 90,5 %.

Au 31 Décembre 2015, le total du bilan s'établit à 40.949.765.000 BIF contre 39.892.083 au 31 Décembre 2014, soit une progression de 3 %.

Les produits d'exploitation augmentent de 22,2 % par rapport à l'année 2014 tandis que les charges générales d'exploitation sont en baisse de 17,13 %, ce qui est encourageant.

Un autre sujet de satisfaction est que les indicateurs de performance sont bons. Il s'agit notamment :

- de l'augmentation du produit net bancaire qui passe de 4,914 Milliards BIF en 2014 à 4,918 Milliards BIF en 2015.
- du résultat net qui passe de 200.623.628 BIF au 31 Décembre 2014 à 1.413.789.000 BIF au 31 Décembre 2015, soit une augmentation de 605 %.
- de la marge d'exploitation qui a progressé puis-

Compared to the year 2014, the volume of granted loans decreased by 37.31% since it stood at 9.094 billion BIF at December 31st, 2015 against 14.506 billion BIF at December 31st, 2014.

Of course, short-term financing are dominating with 65.14% of the total of the loans, but the bank authorities have the determination to refocus the Bank's activities to the financing of medium and long term. However, the dwindling of long resources and the gloomy economic situation which is not inductive for investments are challenges to take up.

The recovery situation remains satisfactory considering the economic environment that characterized the fiscal year 2015. The repayment rate compared to the called maturities is 90.5%.

At December 31st, 2015, the total balance sheet stood at BIF 40.949.765.000 against BIF 39.892.083 at December 31st, 2014, that is an increase of 3%.

Operation's income increased by 22.2% compared to 2014 while general operating expenses decreased by 17.13%, which is encouraging.

Another source of satisfaction is that the performance indicators are good. These include:

- The increase in net banking income which rose from 4.914 billion BIF in 2014 to 4.918 billion BIF in 2015.
- The net income, which rose from BIF 200 623 628 at December 31st, 2014 to 1.413.789.000 BIF at December 31st, 2015, that is to say an increase of 605%.
- The operating margin which increased since it is 4.33% at December 31st, 2015, whereas it was only 0.06% at December 31st, 2014.

It's also necessary to note that the solvency ratio is in excess of 22.46%.

These results are all more praiseworhty because BNDE is among the first financial institutions to fully comply with prudential rules issued by the Banque de la République in provisioning for risks.

During the last five years, the Bank has maintained the course in respecting Standards, Pru-



qu'elle est de 4,33 % au 31 Décembre 2015 alors qu'elle n'était que de 0,06 % au 31 Décembre 2014.

Il y a lieu aussi de signaler que le ratio de solvabilité est en excédent de 22,46 %.

Ces résultats sont d'autant plus méritoires que la BNDE est parmi les premiers établissements financiers à se conformer totalement aux règles prudentielles édictées par la Banque Centrale en matière de provisionnement des risques.

Durant les cinq dernières années, la Banque a su maintenir le cap quant au respect des Normes, Dispositifs Prudentiels et Systèmes d'Evaluation (NDPSE). Lors de la 5ème révision par les pairs qui a eu lieu à KAMPALA en OUGANDA, la BNDE s'est encore classée parmi les meilleures Institutions Africaines de Financement du Développement (IFD) avec une note de 91 % et a été cotée AA+.

Le prix aux meilleures IFD au titre de l'année 2015 lui sera décerné au courant de cette année 2016 lors de l'Assemblée Générale de l'Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AIAFD) qui se tiendra à Lusaka en Zambie au mois de Mai 2016.

Pour terminer, j'aimerais remercier nos actionnaires pour leur confiance en leur Banque ainsi que l'ensemble du personnel de la BNDE pour le dévouement et la qualité de leur travail qui a permis la réalisation de ces excellents résultats.

Madame, Messieurs les Actionnaires,

Dans quelques mois, soit le 4 Avril 2017, votre Banque aura accompli 50 ans d'activités puisqu'elle a ouvert ses portes le 4 Avril 1967.

Après tant d'années, on peut non seulement se féliciter d'avoir survécu aux tempêtes qui ont emporté la plupart des Banques de Développement dans différents pays africains (la toute dernière à être convertie en Banque universelle étant celle du Togo, en 2014) mais c'est avec fierté que nous pouvons affirmer que les espoirs mis dans les actions de la BNDE depuis sa fondation n'ont pas été démentis. En témoignent le volume des opérations financées depuis l'origine.

dential Devices and Evaluation Systems. At the 5th review which took place in KAMPALA, UGANDA, BNDE was still classified among the Best African Institutions of Development Financing with a score of 91% and was rated AA +. The prize for the best DFIs under 2015 edition will be awarded in the year 2016 at the General Assembly of the Association of African Development Financing Institutions (AADFI) which will be held in Lusaka, Zambia in May 2016.

Finally, I would like to thank our shareholders for their trust in their Bank and the entire BNDE staff for the devotion and the quality of their work which allowed the achievement of these excellent results.

Ladies and Gentlemen,

In a few months, that is April 4th, 2017; your Bank will have completed 50 years of activities since it opened on April 4th, 1967.

After so many years, it can not only be proud of having survived the storms that swept away most of the Development Banks in different African countries (the latest to be converted to universal bank being that of Togo in December 2013) but it is with pride that we can say that the hopes placed in the actions of BNDE since its foundation were not contradicted. This is evidenced by the volume of operations financed from the beginning and their impact on the life of the country in general and that of promoters in particular.

After this exceptional longevity for a Development Bank which does not have sufficient long-term resources to ensure the autonomy of financing its operations, this leads us to call upon all Shareholders to consolidate the achievements but also to continue to seek for long internal or external adequate resources in order to finance the medium and long term.

In this Jubilee year which will be launched today, I would like once again to urge shareholders that you are, to renew your commitment to your Bank.

Despite few means of which are available, BNDE remains an instrument of choice for pub-



Après cette exceptionnelle longévité pour une Banque de développement ne disposant pas de ressources longues suffisantes à assurer l'autonomie de financement de ses opérations, cela nous amène à interpeller tous les Actionnaires à consolider les acquis mais aussi à continuer à rechercher des ressources longues internes ou externes adéquates au financement du Moyen et long terme.

En cette année jubilaire qui sera lancée aujourd'hui même, j'aimerai encore une fois interpeller les actionnaires que vous êtes à renouveler votre engagement au côté de votre Banque.

Malgré peu de moyens dont elle dispose, elle reste un instrument par excellence des pouvoirs publics dans la lutte contre la pauvreté tout en maintenant un niveau de professionnalisme de standard international. Il est donc plus que temps de capitaliser sur son expérience et son expertise dans le cadre de la mobilisation des ressources extérieures des bailleurs de fonds du Burundi et dans la gestion des fonds spéciaux.

Je vous remercie.

lic authorities in the fight against poverty while maintaining a level of professionalism of international standard. It is therefore time to capitalize on its experience and expertise in the context of mobilizing of external resources of Burundi's backers and in the management of special funds.

This jubilee year should lead us to admire our achievements on one hand but also to get down to promote our image on the other hand. Thus, during this year, our thoughts will be focused on tangible improvements in terms of products and services offered to customers, continued improvement of the social, economic and financial performance indicators of the Bank and conformity in accordance with the evolutions of the banking environment.

This vision can be achieved only through an individual and collective involvement of stakeholders. While wishing you the best planning for a nationwide celebration next year, at a such period, I exhort you to carry in your prayers and actions this beloved and unique institution in the country.

Thank you.



1. ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

1. POLITICAL AND ECONOMIC ENVIRONMENT

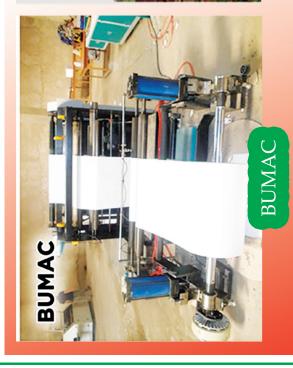




Ecole à système d'internat **FVS MATANA**



Poullaillers SEA





Financement du projet de production de la bière **IMENA KAYANZA**

1.1. Contexte politique¹

L'exercice 2015 s'est déroulé dans un contexte politique très mouvementé. En effet, l'année a été marquée par les préparatifs et la conduite des élections. Cette période a été caractérisée par des troubles dans certains endroits du pays et plus particulièrement à Bujumbura. Cette situation n'a pas manqué d'avoir un impact négatif sur l'activité dans certains secteurs de la vie économique du pays. Les élections ont conduit à la formation d'un nouveau gouvernement qui a prêté serment en août 2015.

En plus de la conduite des élections, d'autres décisions d'intérêts publics ont été prises. C'est notamment la mise en place de la Commission Nationale de Dialogue Inter burundais et qui est devenue directement opérationnelle.

1.2. Contexte économique

La situation économique du pays a été essentiellement caractérisée par un ralentissement de l'activité dans certains secteurs notamment au niveau du secteur hôtelier et touristique, conséquence de l'instabilité relative qui a prévalue dans le pays au cours de l'année 2015. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'autorité monétaire qui assure en même temps la supervision du secteur bancaire a pris des mesures d'atténuation de l'impact de ce ralentissement de l'activité sur le portefeuille crédits des banques et établissements financiers.

La production des cultures de rente a varié d'une culture à une autre suivant différents facteurs. Le comportement des principales cultures se présente comme suit :

L'Office du Thé du Burundi (OTB) a enregistré une production de feuilles vertes de 50 577,97 tonnes en 2015 contre 48 514,71 tonnes à fin décembre 2014. Soit une progression de 4,21% par rapport à l'exercice antérieur. La production du thé sec totalise 10 951,886 tonnes à fin décembre 2015 contre 10 531 tonnes en 2014. Soit une

1.1. Political context

The fiscal year 2015 took place in a very turbulent political context. In fact, the year was marked by the preparations and conduct of elections. This period was characterized by unrest in some parts of the country and particularly in Bujumbura. This caused a negative impact on activities in some sectors of the country's economic life. The elections led to a new government which sworn on in August 2015.

In addition to the conduct of elections, other decisions of public interests were made. It is in particular, the establishment of the National Commission of Burundian Inter Dialogue and which became immediately operational.

1.2. Economic context

The country's economic situation was mainly characterized by a slowdown in some sectors especially at the hotel and tourism sector, because of the relative instability which prevailed in the country during the year 2015. It is for this reason that the monetary authority which ensures at the same time the supervision of the banking sector took measures to mitigate the impact of the economy slowdown on the credit portfolio of banks and financial institutions.

The production of cash crops has varied from one crop to another according to different factors. The behavior of the main crops is as follows:

The Burundi Tea Office (OTB) registered a production of green leaves of 50 577.97 tons in 2015 against 48 514.71 tons at the end of December 2014. That is an increase of 4.21% compared to the privious. Production of dry tea totaled 10 951.886 tons at the end of December 2015 against 10 531 tons in 2014, hence a small increase of 3.99%. These performances are the result of good rainfall and sunshine alternating, availability and application in time of inputs and awareness for tea growers.

The production of coffee for the 2015-2016 season is 96 254.1 tons. It was 68 116.3 tons during



¹ Source : Discours à la Nation de S.E le Président de la République du Burundi à l'occasion du Nouvel an 2015

13

petite progression de 3,99%. Ces performances sont le résultat d'une bonne alternance pluviométrique et ensoleillement, une disponibilité et une application à temps des intrants ainsi que des séances de sensibilisation des théiculteurs.

La production du café cerise pour la campagne 2015-2016 est de 96 254, 1tonnes. Elle était de 68 116,3 tonnes au cours de la campagne 2014-2015. Cette progression de 41,31% se justifie par une bonne pluviométrie, un bon entretien mais également, elle est liée au caractère saisonnier de la production caféicole.

La sucrerie du Moso « SOSUMO » a produit 23 018,6 tonnes de sucre en 2015 contre 21 516 tonnes en 2014 soit une hausse de 6,98% d'une année à l'autre² suite à une bonne pluviométrie.

La COGERCO quant à elle a réalisé une production de 2 299,590 tonnes de coton graine sur une superficie cultivée de 3 006 ha; 968,005 tonnes de coton fibre et 1 257,947 tonnes de graine de coton. La production était respectivement de 2 457 tonnes pour le coton graine, 1011,65 tonnes de coton fibre et 1 308,27 tonnes de graine de coton l'année dernière. Par rapport à l'année antérieure, il y eu une baisse de 6% pour le coton graine; 4% pour le coton fibre et 3,8% pour les graines de coton. Le grand facteur qui a causé la baisse de la production est le climat trop ensoleillé des mois de mars et avril 2015. Rappelons que le coton est essentiellement cultivé dans la plaine de l'Imbo. Les informations recueillies auprès de la BRB révèlent que le taux d'inflation moyen s'établit à 5,5 % à fin décembre 2015 alors qu'il était de 4,4 % en 2014.

Le taux d'accroissement du PIB est estimé à - 4% en 2015. Il était de 4,7% en 2014. Cette situation a été causée par la diminution des activités des secteurs secondaires et tertiaires, et par conséquent les recettes ont diminué à partir du mois de mai 2015.

C'est dans cet environnement politico-économique que la BNDE a exercé ses activités au cours de l'exercice 2015. the 2014-2015 season. This increase of 41.31% is justified by good pluviometry, good care but also, it is related to the seasonality of coffee production.

Sugar refinery of Moso, "SOSUMO" produced 23 018.6 tons of sugar in 2015 against 21 516 tons in 2014, an increase of 6.98% from one year to another due to good pluviometry.

Meanwhile, COGERCO achieved a production of 2 299.590 tons of seeds of cotton on a cultivated area of 3006 ha; 968.005 tons of cotton fiber and 1 257.947 tons of cotton seed. The production was respectively 2,457 tons of cotton seed, 1011.65 tons of cotton fiber and 1 308.27 tons of cotton seeds last year. Compared to the previous year, there was a decrease of 6% for seeds of cotton; 4% for cotton fiber and 3.8% for cotton seeds. The main factor that caused the decline in production is the sunny climate of March and April 2015. We shall keep in mind that the cotton is mostly cultivated in the plain of Imbo.

The information received from the BRB reveal that the average rate of inflation was 5.5% at the end of December 2015 whereas it was 4.4% in 2014.

The GDP growth rate is estimated to - 4% in 2015. It was 4.7% in 2014. This was caused by activity slowdown especially in the secondary and tertiary sectors, and consequently revenues decreased as from May 2015.

It is in this politico-economic environment that BNDE carried on its activities for the fiscal year 2015.

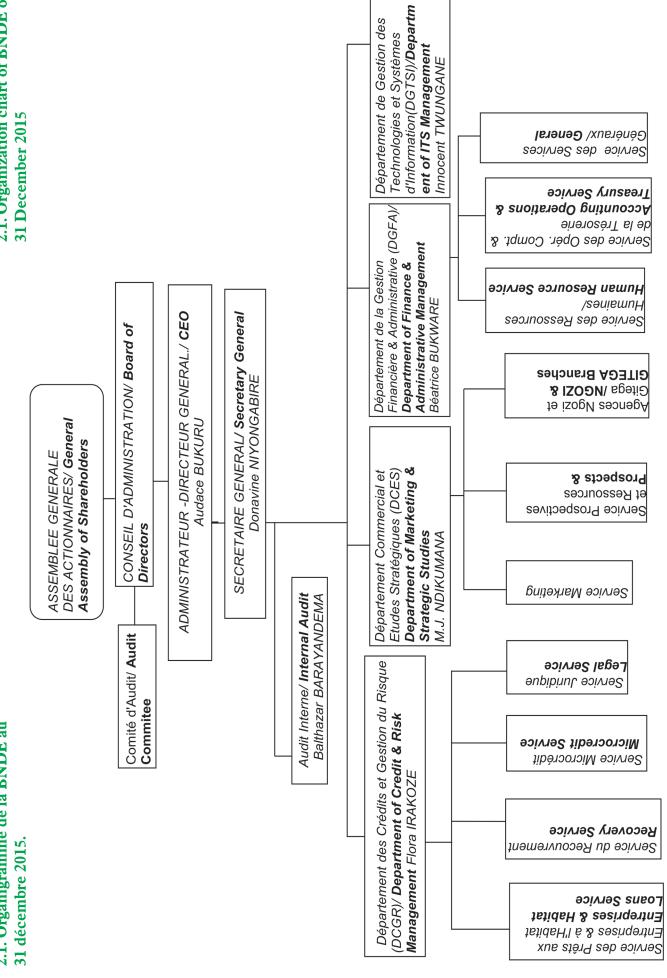
2. BILAN ORGANISATIONNEL, ADMINISTRATIF ET SOCIAL

2. ORGANIZATIONAL, ADMINISTRATIVE AND SOCIAL BALANCE SHEET





2.1. Organigramme de la BNDE au





2.2. Les différents organes de la Banque et leur fonctionnement

2.2.1. Assemblée Générale des Actionnaires

2.2.1.1. L'actionnariat.

Le Capital Social de la BNDE n'a pas varié au cours de l'exercice 2015. Il s'établit à BIF 6.190.100.000 au 31 décembre 2015 et est composé de 65,53% de capitaux nationaux et de 34,47% de capitaux étrangers. Il est réparti en 74.000 actions nominatives d'une valeur de BIF 83.650 chacune.

BANK AND THEIR OPERATION

2.2. THE VARIOUS ORGANS OF THE

2.2.1. General Assembly of Shareholders

2.2.1.1. The shareholding

The Capital of the BNDE has not changed during the fiscal year 2015. It stands at BIF 6.190.100.000 as on December 31st, 2015 and is composed of 65.53 % of national capital and 34.47% of foreign capital. It is divided into 74,000 registered shares with a value of BIF 83,650 each.

Tableau 1: Actionnariat

Table 1 : Shareholding

Actionnaires /Participation	Montant de la Participation en (BIF) / Amount of Share- holders detained (BIF)	Pourcentage dé- tenu / Percentage
1. Etat du Burundi / State of Burundi	2.481.644.550	40,09%
2. Institut National de Sécurité Sociale / National Social Security Institute	200.760.000	3,24%
3. Office du café du Burundi / Coffee Board of Burundi	200.760.000	3,24%
4. Banque Commerciale du Burundi / Commercial Bank of Burundi	184.866.500	2,99%
5. Banque de Crédit de Bujumbura / Credit Bank of Bujumbura	896.226.100	14,47%
6. Direction Générale de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique / Directorate General for Development Cooperation of the Kingdom of Belgium	711.025.000	11,49%
7. Banque Européenne d'Investissement / European Investment Bank	711.025.000	11,49%
8. Agence Française de Développement / French Agency Development	711.025.000	11,49%
9. Brasseries et Limonaderies du Burundi / Breweries and Limonaderies of Burundi	92.767.850	1,50%
TOTAL	6.190.100.000	100%

Source: Statuts de la BNDE



2.2.1.2. Réunions de l'Assemblée Générale

Au cours de l'exercice 2015, l'Assemblée Générale des Actionnaires s'est réunie une seule fois en Assemblée Ordinaire en date du 20 mars 2015 avec pour objet :

- L'approbation des Administrateurs désignés après l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue le 10 mars 2014;
- Nomination du Commissaire aux Comptes pour les exercices 2015 et 2016 ;
- Agrément et désignation d'un Auditeur Externe pour les exercices 2013 et 2014 ;
- Analyse du rapport annuel 2014 du Conseil d'Administration ;
- Analyse du rapport annuel 2014 du Commissaire aux Comptes ;
- Statuer sur le bilan et le compte des pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2014 ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2014 ;
- Décharge du Conseil d'Administration pour l'exercice 2014;
- Décharge du Commissaire aux Comptes pour l'exercice 2014;
- Divers.

2.2.2. Le Conseil d'Administration

2.2.2.1. Composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2015.

Monsieur Jean Bosco BATUNGWANAYO:
 Administrateur représentant l'Etat du Burundi / Président (remplacé par Monsieur NDIRAKOBUCA Gervais en date du 19 Janvier 2016);

• Monsieur. Guy HAMBROUCK:

Administrateur représentant la Direction Générale de la Coopération au Développement et l'Aide Humanitaire du Royaume de Belgique / Vice-Président;

• Monsieur Audace BUKURU:

Administrateur représentant l'Etat du Burundi /

2.2.1.2. Meetings of the General Assembly

During 2015, the Annual General Assembly met only once in an Ordinary

Meeting on March 20th, 2015 with the following subject:

- The approval of the Directors appointed after the Ordinary General Meeting of Shareholders held on March 10th, 2014;
- The appointment of the Auditor for the financial years 2015 and 2016;
- The approval and appointment of an External Auditor for the financial years 2013 and 2014;
- The analysis of the 2014 annual report of the Board of Directors;
- The analysis of the 2014 annual report of the Auditor;
- The decision on the balance sheet and the profit and loss account as on 31st December 2014;
- The allocation of earnings for the fiscal year 2014:
- The discharge of the Board of Directors for the fiscal year 2014;
- The discharge of the Auditor for the fiscal year 2014;
- Any other business.

2.2.2. The Board of Directors

2.2.2.1. Composition of the Board of Directors at December 31st, 2015

• Mr Jean Bosco BATUNGWANAYO:

Director representing the State of Burundi / Chairperson (replaced by Mr. Gervais NDIRAKOBUCA on January 19th, 2016);

• Mr Guy Hambrouck:

Director representing the Directorate General for Development Cooperation and Humanitarian Aid of the Kingdom of Belgium / vice-Chairperson;

• Mr Audace BUKURU:

Director representing the State of Burundi / Member and CEO of the Bank;



Membre et Directeur Général de la Banque ;

- Monsieur Gabriel HAKIZIMANA:
 Administrateur représentant l'INSS / Membre;
- Madame Julie NDIHOKUBWAYO:
 Administrateur représentant l'Etat du Burundi / Membre;
- Monsieur Jean de Dieu MUTABAZI : Administrateur représentant l'OCIBU / Membre ;
- Monsieur Sylvère BANKIMBAGA : Administrateur représentant la BANCOBU / Membre ;
- Monsieur Thierry LIENART : Administrateur représentant la BCB / Membre ;

Le Secrétariat est assuré par Madame Donavine NIYONGABIRE, Secrétaire Général de la Banque.

Les principaux événements qui ont eu lieu au niveau de la composition du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2015 sont les suivants :

- Désignation de Monsieur Jean de Dieu MU-TABAZI comme Administrateur représentant l'ARFIC en remplacement de Monsieur Denis KARERA;
- Nomination de Monsieur Gabriel HAKIZIMANA comme Administrateur représentant l'INSS en remplacement de Monsieur Gérard RUZAGIRIZA;
- Nomination de Madame Donavine NIY-ONGABIRE comme secrétaire du Conseil d'Administration en remplacement de Monsieur Jonas HAKIZIMANA.

- Mr Gabriel HAKIZIMANA:
 Director representing the INSS / Member;
- Mrs Julie NDIHOKUBWAYO:
 Director representing the State of Burundi / Member;
- Mr Jean de Dieu MUTABAZI:
 Director representing the OCIBU (ARFIC)
 / Member;
- Mr Sylvère BANKIMBAGA:
 Director representing the BANCOBU / Member;
- Mr Thierry LIENART :
 Director representing the BCB / Member;

The Secretariat is held by Mrs. Donavine NIY-ONGABIRE, General Secretary of the Bank.

The main events that occurred in the composition of the Board of Directors during the fiscal year 2015 are as follows:

- Appointment of Mr. Jean de Dieu MUTA-BAZI as Director representing the ARFIC in replacement of Mr. Denis KARERA;
- Appointment of Mr. Gabriel Hakizimana as Director representing the INSS in replacement of Mr Gérard RUZAGIRIZA;
- Appointment of Mrs. Donavine NIYONGA-BIRE as Secretary of the Board of Directors in replacement of Mr. Jonas Hakizimana.







MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



M. Jean Bosco BATUNGWANAYO Président du Conseil d'Administration



Guy HUMBROUK Vice-Président du Conseil d'Administration / DGCD



M. Audace BUKURU

Administrateur / Etat du Burundi



Mme. Julie NDIHOKUBWAYO Administrateur / Etat du Burundi



M. Thierry LIENART

Administrateur / BCB



M. Sylvère BANKIMBAGA Administrateur / BANCOBU



M. Jean de Dieu MUTABAZI

Administrateur / ARFIC



M. Gabriel HAKIZIMANA
Administrateur / INSS



M. Bonus KAMWENUBUSA Président d'honneur I^{er} PDG de la BNDE de 1968 - 1989



2.2.2.2. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a tenu régulièrement ses réunions statutaires pour analyser et accorder des crédits de sa compétence, adopter les rapports de gestion trimestriels, voter les budgets et traiter d'autres questions intéressant la vie de la Banque. Il s'est réuni 6 fois durant l'année 2015. Précisons que depuis le mois d'Avril 2015, la BNDE n'avait pas de Président du Conseil d'Administration jusqu'à la fin de l'année 2015.

2.2.3. Le Comité d'Audit

2.2.3.1. Composition du Comité d'Audit au 31 décembre 2015

- Madame Julie NDIHOKUMBWAYO : Président
- Monsieur Sylvère BANKIMBAGA Vice-Président
- Monsieur Thierry LIENART : Membre
- Monsieur Audace BUKURU: Membre
- Monsieur Balthazar BARAYANDEMA : Membre et Secrétaire.

2.2.3.2. Fonctionnement du Comité d'Audit

Le Comité d'audit s'est réuni 3 fois au cours de l'année 2015 pour analyser différents rapports et faire des recommandations conformément à la Charte d'audit.

2.2.4. Comité de Direction

2.2.4.1. Composition du Comité de Direction au 31 décembre 2015

- Monsieur Audace BUKURU : Administrateur Directeur Général de la Banque / Président
- Madame Donavine NIYONGABIRE : Secrétaire Général de la Banque / Membre
- Madame Béatrice BUKWARE : Chef du Département de la Gestion Financière et Administrative / Membre
- Monsieur Innocent TWUNGANE : Chef

2.2.2.2. Operation of the Board of Directors

The Board of Directors held its regular statutory meetings to analyze and provide credit as per its competence, to adopt the quarterly management reports, to vote budgets and treat other issues of the bank's life. It met six times in 2015. Note that since the month of April 2015, BNDE had no Chairperson of the Board until the end of the year 2015.

2.2.3. The Audit Committee

2.2.3.1. Composition of the Audit Committee on 31 December 2015

- Mrs Julie NDIHOKUMBWAYO : Chairperson
- Mr Sylvère BANKIMBAGA : Vice-Chairperson
- Mr Thierry LIENART : Member
- Mr Audace BUKURU : Member
- Mr Balthazar BARAYANDEMA : Member and Secretary.

2.2.3.2. Operation of the Audit Committee

The Audit Committee met three times during the fiscal year 2015 to analyze various reports and make recommendations in accordance with the Audit Charter

2.2.4. Executive Committee

2.2.4.1. Composition of the Executive Committee on 31 December 2015

- Mr. Audace BUKURU: Chief Executive Officer of the Bank / President
- Mrs Donavine NIYONGABIRE : General Secretary of the Bank / member
- Mrs Beatrice BUKWARE: Head of the Department of Financial and Administrative Management / member
- Mr. TWUNGANE Innocent : Head of the Department of Management of technologies





du Département de Gestion de Technologie et Systèmes d'Information / Membre

- Madame Marie Jeanne NDIKUMANA: Chef du Département Commercial et Stratégiques / Membre
- Madame Flora IRAKOZE : Chef du Département des Crédits et de la Gestion des Risques / membre.

2.2.4.2. Fonctionnement du Comité de Direction

Le Comité de Direction qui statue sur les dossiers de la compétence de la Direction Générale s'est réuni 51 fois au cours de l'année 2015 et des décisions qui s'imposent ont été prises pour la bonne marche de la Banque.

2.2.5. Le Commissaire aux Comptes

Au cours de l'année 2015, le Commissariat aux Comptes de la Banque était assuré par le Cabinet AD Experts Conseil représenté par Monsieur Jean-Marc Pétré.

2.2.6. Audit Externe

Au courant de l'exercice 2015, il y a eu un audit financier externe des exercices 2013 et 2014 conformément à la règlementation en vigueur. Cet audit financier des comptes a été exécuté par le cabinet SOGES.

2.3. Bilan Social de la Banque au 31 décembre 2015

2.3.1. Effectif du Personnel

Au 31 décembre 2015, le personnel de la Banque compte 83 unités. Comparé à la même période de l'année précédente cet effectif a diminué de deux unités. Au cours de l'exercice 2015, la Banque a enregistré une réintégration d'un employé en situation de disponibilité, contre trois départs dont un départ à la retraite au 1er janvier 2015 et une unité appelé à exercer un Mandat Public.

and Information Systems / Member

- Mrs Marie Jeanne NDIKUMANA: Head of Commercial and Strategic Studies Department / Member
- Mrs Flora IRAKOZE: Head of the Department of Credit of Risk Management / member.

2.2.4.2. Operation of the Executive Committee

The Executive Committee, which acts on cases within the competence of the General Direction met 51 times during 2015 and necessary decisions were taken for the smooth running of the Bank.

2.2.5. The External Auditor

During the year 2015, the Office of the Auditor of the Bank was insured by AD Experts Conseil Cabinet represented by Mr Jean-Marc Pétré.

2.2.6. External Audit

During the fiscal year 2015, there has been an external financial audit for the years 2013 and 2014 in accordance with the regulations. This financial accounts audit was carried out by SOG-ES cabinet.

2.3. Social Report of the Bank on December 31st,2015

2.3.1. Headcount of the staff

On 31st December, 2015, the Bank's staff totaled 83 units. Compared to the same period of the previous year this number decreased by two units. During fiscal year 2015, the Bank recorded a reinstatement of an employee in a situation of personal convenience long leave, against three departures including a retirement on 1st January 2015 and one unit called to exert a Public Order.



2.3.2. Motivation du Personnel

La Banque a toujours motivé son personnel par l'octroi des divers avantages salariaux et non salariaux notamment en lui octroyant des crédits à des conditions de faveur.

Une prime de bilan pour l'exercice 2014 a été accordée au personnel ainsi qu'une gratification pour l'année 2015.

Parmi les autres avantages accordés au personnel, il y a lieu de signaler les soins médicaux, le fonds de pension complémentaire, la Caisse interne de protection sociale et le soutien que la Banque apporte aux associations du personnel tel que le club Sportif et l'Association des Femmes.

2.3.2.1. Soins médicaux

Dans le but de rapprocher les services de soins de santé à son personnel et à ses ayants droit, le dispensaire ouvert dans les enceintes de la Banque depuis 1998 est resté fonctionnel au cours de l'année 2015. Il est géré par un infirmier qui effectue certains soins et examens de laboratoire.

La BNDE dispose également d'un Médecin Généraliste qui passe trois fois par semaine pour faire des consultations. Les soins nécessitant des spécialistes sont assurés par des Cabinets privés.

La Banque accorde également à son personnel des avances spéciales pour les soins de santé non disponibles au pays.

2.3.2.2. Fonds de pension complémentaire et Caisse interne de protection sociale

Le régime du Fonds de Pension Complémentaire en faveur du personnel opérationnel depuis 1997 est resté maintenu au cours de l'année 2015. Il est alimenté conjointement par l'Employeur et les Employés respectivement à raison de 7% et de 10% à 20% du salaire de base.

La Banque participe également à hauteur de 50% à la Caisse interne de protection sociale.

En outre une bonification de retraite est accordée à ceux qui prennent leur retraite afin de les aider

2.3.2. Staff Motivation

The Bank has always motivated its staff through various salary's and non-salary benefits including, in particular loans on favorable terms.

A balance sheet' bonus for the fiscal year 2014 was given to staff as well as a bonus for the fiscal year 2015.

Among other advantages granted to staff, it is crucial mentioning medical care, supplementary pension funds, internal welfare fund and the support that the Bank brings to staff's associations such as the Sporting club and the Women Association.

2.3.2.1. Medical Care

In order to bring health care services to its staff and its dependents, the clinic opened within the Bank 's premises since 1998 remained functional during the fiscal year 2015. It is managed by a nurse who carries out some care and laboratory tests.

BNDE also has a Practitioner who visits the Bank three times a week for consultations. Treatment requiring specialists care is provided by private practitioners.

The Bank grant also to its staff special advances for unavailable health care within the country.

2.3.2.2. Supplementary pension funds and internal welfare Fund

The regime of the Complementary Pension Funds in favor of staff, which is operational since 1997, has been maintained during the fiscal year 2015. It is jointly fundede by the Employer and the Employees respectively at the rate of 7% and from 10% to 20% of the basic wage.

The Bank also participates up to 50% in the welfare fund.

Moreover, a retirement bonus is paid to those who retire in order to help them to continue to



à continuer à vivre décemment.

2.3.3. Réunion avec le personnel

Dans le but de maintenir un bon climat dans l'Entreprise, la Direction a informé régulièrement le personnel de la situation de la Banque. Des réunions du Conseil d'Entreprise ont été organisées.

2.3.4. Formation continue

La formation continue du personnel est également l'une des stratégies utilisées par la Banque pour rester compétitive sur le marché et encourager son personnel, plus particulièrement les plus jeunes.

Durant l'année 2015, la Banque a continué de soutenir la formation de ses cadres suivant son plan de formation 2013 - 2015. Au total, dix personnes ont été formées. Les principaux thèmes abordés ont été:

- L'arrêté des comptes et élaboration des Etats Financiers :
- Gestion des Risques;
- Gestion des crédits ;
- Renforcement des Institutions Africaines de Financement du Développement (IFD) avec des normes et dispositifs adéquats ;
- Deux cadres suivent une formation de deux ans au Centre de Formation de la Profession Bancaire (CFPB) ;

Bref, le bilan social de l'exercice 2015 est positif. L'environnement de travail s'est caractérisé par une convivialité entretenue par un cadre de dialogue entre employeur et employés soit directement, soit par le biais des représentants du personnel au sein du Conseil d'Entreprise.

2.4. Autres activités

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique 2015-2018, la Banque a adopté une série de chartes dont la Charte du personnel et le protocole d'éthique et de lutte contre la corruption auxquelles a souscrit formellement l'ensemble du personnel.

live decently.

2.3.3. Meeting with the staff

In order to maintain a good climate in the Company, the Directorate regularly informed the staff of the situation of the Bank. Meetings of the Council of the Company have been organized.

2.3.4. Continuous training

Continuous staff training is also one of the strategies used by the Bank to remain competitive in the market and encourage the staff, especially the young ones.

During the fiscal year 2015, the Bank continued to support the training of its staff according to its 2013-2015 training plan. A total of ten people were trained. The main topics were:

- The decree of accounts and preparation of financial statements;
- Risk management;
- Credit Management;
- Training for African Institutions of Development Financing (IFD) with standards and appropriate provisions;
- Two staff members are being trained for two years with the Training Center of the Banking Profession (CFPB).

In short, the social balance sheet for the fiscal year 2015 is positive. The work environment was characterized by friendliness supported by a context of dialogue between employer and employees either directly or through staff representatives in the Company's Council.

2.4. Other Activities

In order to implement the 2015-2018 strategic plan, the Bank has adopted a series of charters such as the Staff Charter and the Ethics and the fight against corruption Protocol to which the whole staff formally subscribed.

The Activity continuity plan (ACP) of the Bank



Le plan de continuité d'activité (PCA) de la Banque est l'une des recommandations de la Banque Centrale. Après les premiers tests conduits en décembre 2014 et qui ont prouvé l'efficacité du plan de secours développé par la Banque, la mise en œuvre continue s'est poursuivie en 2015 notamment avec le scan et la conservation numériques des documents sensibles de la Banque ainsi que d'autres actions prévue dans ce plan.

Les dirigeants de la Banque ont poursuivi les contacts avec les partenaires à travers la participation dans des séances de travail organisées par les partenaires locaux et /ou internationaux. Des procédures de matérialisation d'un crédit de 2 000 000 de dollars que la Banque de Développement des Etats des Grands-Lacs a approuvé en faveur de la BNDE en 2015 ont continué. Les démarches sont toujours en cours mais il est regrettable de constater que la BDEGL prend beaucoup de temps pour débloquer ce montant.

La Banque a participé dans des manifestations d'intérêts économiques organisées par ses partenaires dont la Banque Africaine de Développement, l'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole (Afraca) et l'Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AIAFD). A l'AIAFD, l'Administrateur Directeur Général de la BNDE a été élu membre du Comité Exécutif pour un mandat de quatre ans. Il représente six pays de la Région Centre de l'Afrique à savoir l'Angola, le Burundi, le Congo, le Gabon, la RDC et le Sao Tomé & Principe.

A deux reprises et en années consécutives (2013 et 2014) la BNDE a été primée meilleure Institution de financement du Développement (à Kigali et à Abidjan). En novembre 2015, elle a été également élue meilleure IFD pour la 3ème fois et le prix lui sera décerné en mai 2016 à Lusaka en Zambie lors de la prochaine Assemblée Annuelle de la BAD et de l'AIAFD. L'appréciation tient compte des Normes, Dispositifs Prudentiels et Systèmes d'Evaluation (NDPSE) portant sur la gouvernance, la politique opérationnelle et les dispositifs prudentiels financiers.

is one of the recommendations of the Central Bank. After the first tests led in December 2014 and which proved the effectiveness of the contingency plan developed by the Bank, the implementation continued in 2015 particularly with the digital scanning and preservation of sensitive documents of the Bank and other actions stated in that plan.

The Bank's leaders pursued contacts with partners through participation in the working sessions organized by local and / or international partners. Materialization procedures of a credit line of dollars 2 million that the Great Lakes States Development Bank (BDEGL) approved in favor of the BNDE in the sical year2015 continued. The procedures are still ongoing but it is regrettable to note that the BDEGL takes much time to give that amount.

The Bank took part in economic interest events organized by partners including the African Development Bank, the African Association for Rural and Agricultural Credit and the Association of African Institutions of Development Financing. With the latter, the Chief Executive Officer of the BNDE was elected member of the Executive Committee for a term of four years. He represents six countries in the Central Africa Region: Angola, Burundi, Congo, Gabon, DRC and Sao Tome & Principe.

Twice and in consecutive years (2013 and 2014) BNDE was awarded Best Development Financing Institution (in Kigali and Abidjan). In November 2015, it was also elected best DFI for the 3rd time and the prize will be awarded in May 2016 in Lusaka, Zambia at the next Annual Assembly of the AfDB and AAIDF. The appreciation takes into account Standards, Prudential Devices and Evaluation Systems based on Governance, Operational policy and Financial Prudential Devices.



3. ACTIVITES FINANCIERES DE LA BANQUE

3. FINANCIAL ACTIVITIES OF THE BANK



3.1. Les prises de participation

Au 31 décembre 2015 les prises de participation de la Banque représentent un montant total de BIF 120 178 290.

La situation des participations et des provisions constituées au 31 décembre 2015 est indiquée sur le tableau ci-après :

Les prises de participation de la BNDE au 31/12/2015.

3.1. Acquisitions of stake

On 31st December 2015 the Bank's acquisitions of holding represent a total of BIF 120,178,290.

The situation of holdings and provisions made up on 31st December 2015 is shown in the table below;

Acquisitions of holding of the BNDE as on 31/12/2015.

Sociétés / Companie	détenu en % /	Coût des actions souscrites en BIF / Cost of actions subscribed in BIF	tuées / provisions
1. Société Hôtelière et Touristique du Burundi	9,44%	24 200 000	24 200 000
2. Fabrications d'insecticides et des produits chimiques FADI	7,05%	6 015 000	6 015 000
3. Verreries du Burundi	3,32%	60 800 000	60 800 000
4. Fonds National de Garantie	3,37%	11 000 000	11 000 000
5. Société d'Assurances du Burundi SOCABU	3,45%	16 689 360	0
6. Agence de Promotion des Echanges Extérieurs (APEE)	0,70%	723 930	723 930
7. Office du café du Burundi (OCI-BU/ARFIC)	1,00%	750 000	750 000
TOTAL		120 178 290	103 488 930

Source : Statuts de la BNDE

3.2. Les activités de crédit

3.2.1. Crédits octroyés

Au cours de l'exercice 2015, le volume des crédits octroyés s'élève à 9.094,31 MBIF contre un total des octrois d'un montant de 14.506,81 MBIF en 2014; soit une baisse de 37,31 %.

Par terme, les crédits accordés se répartissent comme suit :

- 6 prêts à long terme totalisant 214,4 MBIF; soit 2,36 % des octrois globaux;
- 25 prêts à moyen terme totalisant 2.955,9 MBIF; soit 32,5 % des octrois globaux;
- 2.304 prêts à court terme totalisant 5.924 MBIF; soit 65,14 % des octrois globaux;

Comparativement à la même période de l'année précédente, les montants des prêts à long, moyen et à court terme sont respectivement en baisse de 46 % (passant de 402 MBIF à 214,4 MBIF), 57 % (passant de 6.885,83 MBIF à 2.955,9 MBIF), 18 % (passant de 7.218,98 MBIF à 5.924 MBIF) d'une année à une autre. Cette réduction s'explique par le fait que certains investisseurs hésitent à emprunter pour cette année électorale et compte tenu de la situation sécuritaire.

L'évolution des crédits octroyés par année au cours des 5 dernières années se présente comme suit :

2011: 14.445 MBIF 2012: 12.549 MBIF 2013: 20.638 MBIF 2014: 14.506 MBIF 2015: 9.094 MBIF

3.2.2. Engagements de Financement

Au 31 décembre 2015, les engagements de financement envers la clientèle (crédits accordés non encore débloqués, crédits pour petit équipement non compris) s'élèvent à BIF 2 056 808 804. Ces engagements à la clientèle correspondent à des crédits approuvés mais qui sont en attente de déblocage à la clôture de l'exercice car les clients n'ont pas encore réuni tous les documents nécessaires pour la mise en place de ces crédits, ou les déblocages sont en cours.

3.2. Credit activities

3.2.1. Loans granted

During fiscal year 2015, the volume of loans granted amounted to MBIF 9094.31 against a total of grants amounting to MBIF 14,506.81 in 2014; that is a decrease of 37.31%.

By term, credits are as follows:

- 6 long-term loans totaling MBIF 214.4; that is 2.36% of total grants;
- 25 medium-term loans totaling MBIF 2955.9 BIF; that is 32.5% of total grants;
- 2,304 Short-term loans totaling MBIF 5.924; that is 65.14% of total grants.

Compared to the same period of the last year, the amounts of long medium and short term loans, have respectively drown by 46% (from MBIF 402 to MBIF 214.4), 57% (from MBIF 6885.83 to MBIF 2955.9) and 18% (from MBIF 7218.98 to MBIF 5924) from one year to another. This decrease is explained by the fact that some investors hesitate to borrow during this electoral year and with regards to the security situation.

The evolution of loans granted during the last 5 years is as follows:

2011: MBIF 14.445 2012: MBIF 12.549 2013: MBIF 20.638 2014: MBIF 14,506 2015: MBIF 9094

3.2.2. Financing commitments

At 31 December 2015, financing commitments due to customers (granted loans not yet given, credits for small equipment not included) amounted to BIF 2,056,808 804. These customer commitments correspond to approved loans but are waiting for release at the end of the financial year because the customers have not yet met all the necessary documents for the implementation of these credits, or the releasing are ongoing.





Tableau 3 : Détail des engagements par terme au Tableau 3 : Detailed term commitments on 31 31 décembre 2015 (en BIF)

december 2015 (in BIF)

	Long terme / Long Term	Moyen terme / Medium Term	Court terme / Short terme	Totaux / Total
Crédits autorisés / Authorised credit	0	1 937 981 362	9 470 000	1 947 451 362
Crédits à disposition / Disposition Credits	0	99 684 664	9 672 778	109 357 442
Totaux	0	2 037 666 026	19 142 778	2 056 808 804

Source: BNDE

3.2.3. Les déblocages

Les déblocages de l'année 2015 s'élèvent à BIF 10 143 636 386 et sont ainsi répartis :

6 Prêts à long terme : BIF 214 400 000 34 Prêts à moyen terme : BIF 3 997 094 014 9 Prêts à court terme : BIF 114 696 111

2 289 Prêts petit-équipements

: BIF 5 817 446 261

Les statistiques des crédits accordés au cours de l'exercice 2015 sont reprises dans le tableau qui suit:

3.2.3. The Releasing

The releasings of year 2015 amounted BIF 10 143 636 386 and are thus distributed:

: BIF 214 400 000 - 6 long-term Loans - 34 medium-term Loans : BIF 3 997 094 014 - 9 Short-term loans : BIF 114 696 111

- 2 289 Loans small-equipment

: BIF 5 817 446 261

The statistics of the loans granted during the fiscal year 2015 are summarized in the following table:



GRANTED AS ON 31/12/2015 PER TERM AND PER BRANCH OF ACTIVITY/ CREDITS ACCORDES au 31/12/2015 PAR LOANS GRANTED AS ON 31/12/2015 PER TERME ET PAR SECTEUR D'ACTIVITES

Report of the grants in 2015: Head office and agencies / Rapport des octrois de l'exercice 2015: siège et agences

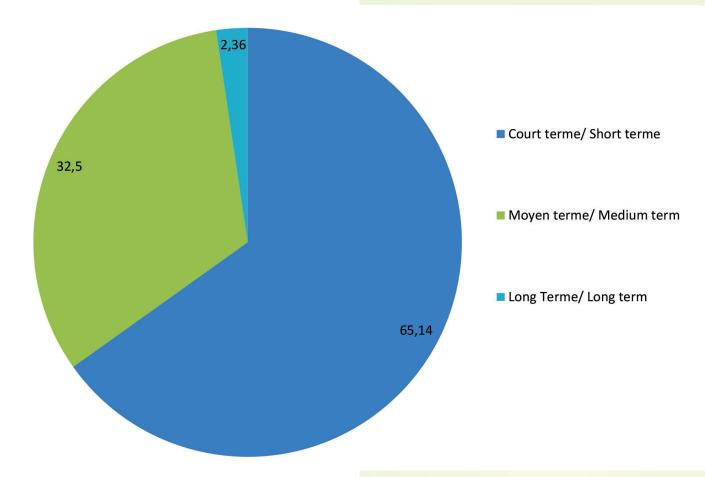
BNDE

Terme/Term	Long Terme/ Long Term		Moyen Terme/ Medium Term		Court Terme/ Short Term		TOTAL	
Secteur/Sector	Montant (en BIF)/ Amount (in BIF)	Nbre / Nbr	Montant (en BIF)/ Amount (in BIF)	Nbre Nbr	Montant (en BIF)/ Amount (in BIF)	Nbre Nbr	Montant (en BIF)/ Amount (in BIF)	Nbre Nbr
Agriculture et Elevage	0	0	228 104 500	5	42 860 000	10	270 964 500	15
Industrie/Sce/ Artis/Cce / Industry/Sce/Craft/Trade	0	0	916 852 900	∞	20 000 000	1	936 852 900	6
Tourisme / Tourism	0	0	180 000 000	3	0	0	180 000 000	3
Immobilier / real estate	214 400 000	9	749 500 000	0	0	0	963 900 000	9
Petit équipement familial / family small equipment	0	0	0	0	2 931 881 261	1 110	2 931 881 261	1 110
Petit équipement agricole / Agricultural small equipment	0	0	0	0	2 929 265 000	1 183	2 929 265 000	1 183
refinancement IMF's / refinancing IMF	0	0	000 000 008	1	0	0	800 000 000	1
Prêts spéciaux / Special Loans	0	0	81 450 000	8	0	0	81 450 000	8
TOTAL	214 400 000	9	2 955 907 400	25	5 924 006 261	2 304	9 094 313 661	2 335
Pourcentage / percentage	2,36%		32,50%		65,14%		100,00%	



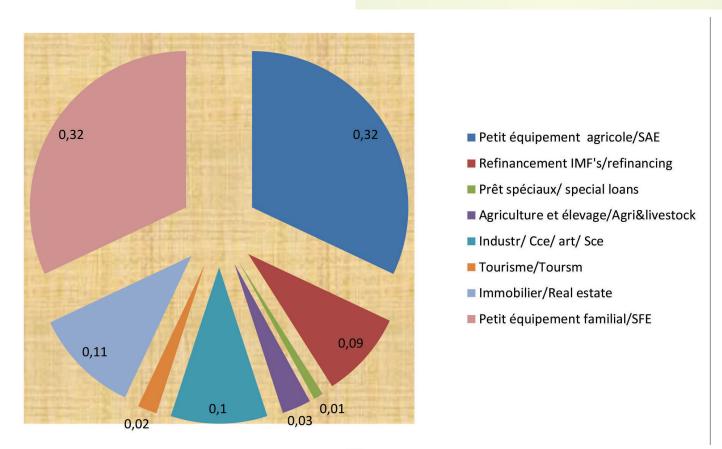
Graphique : Octroi de crédits par terme

Graphic: Presentation of loans grant per term



Graphique: Octroi de crédits par secteur

Graphic : Presentation of loans grant per sector





3.2.4. Remboursement des crédits.

3.2.4.1. Situation générale de recouvrement

Comparé à la situation générale de recouvrement de l'exercice 2014, le taux de recouvrement global au 31/12/2015 n'a pas varié. Il est de 90.5%. Cette situation s'explique par le contexte socio-économique qui a prévalu au Burundi.

Cependant, bien que le taux de recouvrement ne se soit pas amélioré, des efforts exceptionnels ont été consentis par les services recouvreurs appuyés par les dirigeants de la Banque qui n'ont ménagé aucun effort pour assainir le portefeuille de la Banque.

Le taux de recouvrement diffère suivant les secteurs d'activités de la Banque. Comparé à l'exercice 2014, le taux de recouvrement a légèrement augmenté dans beaucoup de secteurs d'activités de la Banque sauf dans les secteurs touristique et agricole qui ont accusé, au cours de l'exercice 2015, une profonde baisse qui a inhibé l'amélioration du taux de recouvrement qui s'était affiché dans d'autres secteurs.

3.2.4. Refunding of loans

3.2.4.1. General Situation of recovery

Compared to the overall situation of recovery in 2014, the overall recovery rate on 31/12/2015 has not changed. It is 90.5%. This is explained by the socio-economic context which prevailed in Burundi.

However, although the rate of recovery has not improved, exceptional efforts were made by the recovery services supported by the Bank officers who did not spare any effort to improve the Bank's portfolio.

The recovery rate differs according to the Bank's activities sectors. Compared to the year 2014, the recovery rate increased slightly in many sectors of activities except tourism and agriculture sectors which showed, during fiscal year 2015, a deep decline that hampered the improvement of the recovery rate that occurred in other sectors.

Tableau : Situation des remboursements des crédits au 31 décembre 2015 (en BIF) /

Table: Situation of loan's refunding as on December 31st, 2015 (in BIF)

CATEGORIE / CATEGORY	LONG TERME/ LONG TERM	MOYEN TERME/ MEDIUM TERM	COURT TERME/ SHORT TERM	TOTAL	%
1.TOURISME/ TOURISM Échéances appelées / called maturities Règlèments / Échéances Impayés / Settlement/unpaid maturities	439,425,122 82,614,808 356,810,314	469,676,750 364,422,237 105,254,513	0 0 0	909,101,872 447,037,045 462,064,827	100.0% 49.2% 50.8%
2.COMMERCE & ARTISANAT/ Trade & Craft Industry Échéances appelées / called maturities Règlèments / Échéances Impayés /Settlement /unpaid maturities 3.INDUSTRIE / Industry Échéances appelées / called maturities	479,813,348 470,607,742 9,205,606	3,005,363,120 2,804,557,675 200,805,445 908,505,101	9,363,162 8,327,502 1,035,660	3,494,539,630 3,283,492,919 211,046,711 908,505,101	100.0% 94.0% 6.0%
Règlèments / Échéances Impayés / Settlement/unpaid maturities	0	823,275,084 85,230,017	0	823,275,084 85,230,017	90.6%
4.AGRI-ELEVAGE / Agri-Breeding Échéances appelées / called maturities Règlèments / Échéances / Impayés / Settlement/unpaid maturities	42,947,687 34,274,801 8,672,886	529,631,906 347,771,720 181,860,186	294,317,862 165,025,420 129,292,442	866,897,455 547,071,941 319,825,514	100.0% 63.1% 36.9%
5.IMMOBILIER / Real Estate Échéances appelées / called maturities Règlèments / Échéances Impayés / Settlement/unpaid maturities	414,540,377 389,267,064 25,273,313	1,243,378,190 1,035,658,286 207,719,904	9,957,084 9,252,968 704,116	1,667,875,651 1,434,178,318 233,697,333	100.0% 86.0% 14.0%
6.PRETS SPECIAUX / Special Loans Échéances appelées / called maturities Règlèments / Échéances Impayés / Settlement/unpaid maturities	0 0 0	64,345,054 64,345,054 0	0 0 0	64,345,054 64,345,054 0	100.0% 100.0% 0.0%
7.MICRO-CREDITS Échéances appelées / called maturities Règlèments / Échéances Impayés / Settlement/unpaid maturities	0 0	0 0	7,419,232,286 7,274,887,084 144,345,202		100.0% 98.1% 1.9%
8.RECAPITULATION Échéances appelées / called maturities Règlèments / Échéances Impayés / Settlement/unpaid maturities	1,376,726,534 976,764,415 399,962,119		7,732,870,394 7,457,492,974 275,377,420		100.0% 90.5% 9.5%

SOURCE: Ventilation des tombées d'échéances des mois de Janvier à Décembre 2015 par la BNDE / Breakdown of maturities fell from January to December 2015, compiled by BNDE



Evolution du Taux de remboursement des crédits de 2011 à 2015 (en %)

Evolution of the Refunding Rate of credits from 2011 to 2015 (in %)

Année/ Year	Taux/ Rate
2011	94.40
2012	94.60
2013	94.30
2014	90.50
2015	90.50

3.2.4.2. Remboursement suivant les principaux secteurs d'activité

• Le tourisme

C'est le secteur qui accuse une nette régression du taux de recouvrement par rapport aux années précédentes. Le taux de recouvrement qui n'avait jamais cessé d'être au-dessus de 50% au cours des dernières années est de 49.2% à fin 2015.

L'environnement politique et économique qui a prévalu a affecté négativement ce secteur qui était déjà mal en point.

• Le Commerce et l'artisanat

Ce secteur enregistre un meilleur taux de remboursement. La régularité de paiement d'un bon nombre de clients de ce secteur ainsi que des réaménagements sur certains dossiers intervenus au cours de l'exercice ont largement contribué à cette performance.

Ainsi, comparativement à l'année passée, le taux de recouvrement de ce secteur a connu une progression, passant de 87.6% au 31/12/2014 à 94% à fin décembre 2015.

• Industrie

Ce secteur a connu une baisse du taux de recouvrement passant de 98% au 31/12/2014 à 90.6% à fin décembre 2015.

Le Service Recouvrement s'attèle à relancer les clients qui ont des dossiers en impayés et qui ne répondent pas aux actions de recouvrement.

3.2.4.2. Refunding following the main sectors of activity

• Tourism

It is the sector which shows an important decline in the recovery rate compared to previous years. The recovery rate which had never ceased to be above 50% in recent years was 49.2% at the end of 2015.

The political and economic environment that prevailed has negatively affected this sector while it was already ailing.

• The Trade and crafts

This sector records a better rate of refunding. The regularity of payment of a number of clients in this sector as well as restructuring on some files that occurred during the year have contributed to this performance.

Thus, compared to last year, the recovery rate of this sector increased, from 87.6% at 31/12/2014 to 94% at the year ended December 2015.

Industry

The recovery rate in this sector declined from 98% as on 31/12/2014 to 90.6% at end of December 2015.

The recovery service is striving to revive customers who have overdue credits and who do not respond to recovery's actions.





• Le secteur de l'agriculture et de l'élevage

Comparativement à l'année antérieure, ce secteur a connu une nette diminution du taux de recouvrement passant de 83% à fin décembre 2014 à 63.1% au 31/12/2015. Les impayés sur ce secteur proviennent essentiellement de 6 dossiers qui totalisent à eux seuls plus de 70% des impayés.

Les services recouvreurs et le Service Juridique avec l'appui des dirigeants de la Banque continueront à mener des actions de recouvrement pour amener ces clients à proposer des modalités pratiques de remboursement.

• Le secteur immobilier

Ce secteur s'est relativement amélioré car le taux de remboursement passe de 71.5% au 31/12/2014 à 86% au 31/12/2015.

La régularité des remboursements dans ce secteur ainsi que les actions de recouvrement musclées menées sont à la base de cette amélioration.

• Prêts spéciaux

Ce sont des crédits accordés au Personnel de la Banque pour leur permettre l'acquisition des moyens de déplacement ainsi que la couverture des soins de santé à l'étranger. Ces prêts sont remboursés sans incidents.

Micro-crédits

Ce sont des crédits accordés aux agents de l'Etat, sociétés para-étatiques et privées sur des critères de sélection basés sur la pérennité des services et la santé financière des institutions qui emploient les demandeurs.

Le taux de remboursement dans ce secteur a légèrement baissé passant de 98.4% au 31/12/2014 à 98.1% au 31/12/2015.

Le remboursement de ces crédits ne pose pas généralement de problèmes.

• The Agriculture and breeding sector

Compared to the previous year, this sector got a net decrease in the recovery rate from 83% as on December 2014 to 63.1% on 31/12/2015. The unpaid installments in this sector come primarily from 6 unpaid credits which add up alone for more than 70% of the unpaid amount.

The recovery service and the legal service with the support of the Bank leaders will continue to carry out recovery actions in order to bring these customers to provide practical repayment terms.

• The real property sector

This sector relatively improved because the rate of refunding passes from 71.5% as on 31/12/2014 to 86% on 31/12/2015.

The promptness of reimbursements in this sector as well as rigorous recovery actions, are the basis for this improvement.

Special loans

These are loans granted to the Bank's staff to allow them to acquire transportation means and health's care abroad. These loans are refunded without incident.

Micro-Credits

These are loans granted to civil servant workers, parastatal and private companies on selected criteria based on sustainability of the services and the financial situation of the institutions which employ the applicants.

The repayment rate in this sector slightly declined from 98.4% as on 31/12/2014 to 98.1% on 31/12/2015.

The repayment of these loans generally does not trigger problems.



Conclusion

L'année 2015 a connu un taux de recouvrement moyennement bon n'eût été le poids des impayés des secteurs du tourisme et agriculture et élevage qui ont eu des incidences sur le taux de recouvrement global.

Des actions musclées de recouvrement incluant les démarches à l'amiable, les lettres de relance et le cas échéant les mécanismes de recouvrement forcé seront poursuivis d'une part ainsi qu'une sélection rigoureuse des projets porteurs, d'autre part.

En plus de ces actions énoncées ci-dessus, la Banque en collaboration avec des partenaires prestataires de services non financiers, a déjà entrepris des campagnes de sensibilisation et d'éducation financière à l'endroit des clients actuels et potentiels.

4. RAPPORT DE VERIFICATION DES COMPTES DE LA BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (BNDE) AU 31 DECEMBRE 2015

Nous avons effectué la vérification des états financiers de la Banque Nationale pour le Développement Economique, BNDE en sigle, à savoir le Compte de résultat 2015 ainsi que le Bilan au 31 décembre 2015, la note contenant un résumé des principales méthodes comptables appliquées ainsi que les notes explicatives sur le contenu des comptes.

Responsabilité de la Direction et du Conseil d'Administration dans l'établissement et la présentation des états financiers.

La Direction de la BNDE sous la supervision du Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au plan comptable des Banque. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne com-

Conclusion

The year 2015 got a fairly good recovery rate if it was not the weight of outstandings in tourism, agriculture and breeding sectors which affected the overall recovery rate.

Severe recovery actions including amicably steps, revival letters and in some cases forced recovery mechanisms will be continued on the one hand as well as a careful selection of promising projects on the other.

In addition to these measures outlined above, the Bank, in collaboration with non-financial services partners, has undertaken awareness campaigns and financial education towards current and potential customers.

4. REPORT OF ACCOUNTS CHECKING OF THE NATIONAL BANK FOR DEVELOPMENT ECONOMIC (BNDE) ON December 31st, 2015

We have checked the financial statements of the National Bank for Economic Development, BNDE in acronym, such as the income statement of 2015 and the balance sheet at 31 December 2015, the note containing a summary of significant accounting policies used and the explanatory notes on the content of the accounts.

Responsibility of the Direction and the Board of Directors in the preparation and presentation of financial statements.

The BNDE Directorate, under the supervision of the Board of Directors, is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with the accounting plan of Banks. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether these re-



portant pas d'anomalies significatives, que celleci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du Commissaire aux Comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers sur base de notre vérification et de vous la communiquer. Nous avons effectué cette vérification selon les Normes Internationales. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser nos travaux pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

En conclusion, nous sommes d'avis que, les livres comptables ont été convenablement tenus selon les normes internationales de comptabilité et que les états financiers ci-dessous référencés qui sont en accord avec les livres comptables, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs une image fidèles des résultats des opérations de l'exercice 2015 ainsi que la situation financière et du patrimoine au 31 décembre 2015

Fait à Bujumbura, le 27 janvier 2015

Pour AD EXPERTS-Conseil (Sé) Jean-Marc Pétré Expert Comptable Diplômé. sult from fraud or errors, and the determination of reasonable accounting estimations in the circumstances.

Responsibility of the Auditor

Our responsibility is to express an independent opinion on these financial statements based on our audit and to communicate it to you. We conducted this audit in accordance with International Standards. These standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform our work to obtain reasonable assurance that the financial statements are free of material misstatement. We estimate that the audit evidence obtained is sufficient and appropriate to base our opinion.

Opinion

In conclusion, we believe that the Books were properly kept in accordance with international accounting standards and that the below referenced financial statements which are in agreement with the Books, are regular and sincere and give in all their material respects a true image of the results of operations for the year 2015 and the financial position and assets at 31 December 2015.

Done at Bujumbura, January 27, 2015

For AD Experts- Council (Sé) Jean –Marc Pétré Chartered Accountant graduate.



4. LES ETATS FINANCIERS

4. FINANCIAL STATEMENTS



4. LES ETATS FINANCIERS

BILAN COMPARE DES DEUX DERNIERS EXERCICES. (en milliers **BIF**)

4. Financial Statements

Balance sheet compared the last two years (in MBIF)

ACTIF/ Assets	Notes/ Notes	31/12/2015	31/12/2014
Caisse, banques centrales/Cash, Central Bank balance	2.1	1 096 222	265 456
Actifs financiers à la juste valeur par résultat/			
Financial assets with the right value by result			
Instruments dérivés de couverture/ Instruments derived from cover			
Actifs financiers disponibles à la vente/ Financial assets available for sale		16 689	16 689
Prêts et créances sur les banques et assimilées/ Loans and Claim on banks and similar institutions	2.2	3 076 525	4 081 803
Prêts et créances sur la clientèle/ Loans and Claim to Customers	3	32 234 708	31 656 603
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance/			
Financial assets held to maturity			
Actifs d'impôts courants et différés/ Current and deferred			
tax assets			
Autres actifs/ Other Assets	4	1 737 740	847 537
Actifs non courants destinés à être cédés/			
Non-current assets held to be yielded			
Participations dans les entreprises mises en équivalence/ Participations in the companies put in equivalence			
Ecart de conversion sur devises avec garantie de change/ Currency translation adjustment with exchange gua- rantee			
Immeubles d'exploitation/ Buildings of exploitation	5	1 188 971	1 139 570
Immeubles de placement/ Investment Property	5	381 521	546 039
Immobilisations corporelles/ Fixed Assets	5	330 280	439 263
Immobilisations incorporelles/ Intangible Assets	5	887 109	899 123
Écarts d'acquisition/ Deviations acquisition			
Total de l'actif / TOTAL Assets		40 949 765	39 892 083



PASSIF / Liabilities	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Banques centrales/ Central Bank		2 022 778	2 000 000
Passifs financiers à la juste valeur par résultat/			
Financial liabilities with the right value by result			
Instruments dérivés de couverture/			
Derived instruments from cover			
Dettes envers les banques et assimilées/	6	1 237 924	1 642 394
Debts to banks and similar institutions	0	1 237 924	1 042 394
Dettes envers la clientele/ Debts to customers	7	8 466 554	10 061 715
Dettes représentées par un titre/ Debts represented by a title			
Passifs d'impôts courants et différés/ Current and de- ferred tax liabilities		728 949	707 141
Autres passifs/ Other liabilities			
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés/ Debts related to non-current assets held to be yielded			
Provisions techniques des contrats d'assurance/			
Technical provisions for insurance contracts			
Comptes de régularisation et passifs divers/ Accrualss and various liabilities	8	9 488 686	8 450 623
Provisions pour risques et charges/ Provisions for risks and charges		665 798	614 914
Dettes subordonnées/Subordinated debts			
Capitaux propres/ Stockholders' equity		18 339 076	16 415 296
Capital et réserves liées/	9	9 332 393	8 957 393
Capital and dependent reserves		, 332 373	0727 373
Capitaux propres recyclables/			
Recyclable stockholders' equity			
Réserves consolidées/ Consolidated reserves	10	6 531 997	6 196 383
Gains ou pertes latents ou différés/ Profits, latent losses or differed		1 060 897	1 060 897
Résultat de l'exercice part du groupe/ Result of the year, part of the group	11	1 413 789	200 623
Intérêts minoritaires/ Minority interests			
Total du passif/ TOTAL Liabilities		40 949 765	39 892 083





COMPTE DE RESULTAT COMPARE DES DEUX DERNIERS EXERCICES (en milliers BI F).

Result Account comparing the two last years (in MBIF)

,			
POSTES/ POSTS	Notes/ Scores	31/12/2015	31/12/2014
+ Intérêts et produits assimilés/ Interests and similar income		5 514 135	5 634 113
- Intérêts et charges assimilées// Interests and similar expenses		899 713	931 469
INTÉRÊTS NETS/ NET INTERESTS		4 614 422	4 702 644
+ Commissions (produits/ income)		271 264	158 279
- Commissions (charges/ expenses)			
+/- Gains ou pertes nets de change/			
Profits or net losses of exchange			
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste va- leur par résultat/ Profits or net losses on financial instruments with the fair value by result			
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente / Profits or net losses on financial assets available for sale			
+ Produits des autres activités / Income of other activities		133 405	164 967
- Charges des autres activités / expenses of other activities			
PRODUIT NET BANCAIRE/ NET BANKING INCOME		5 019 091	5 025 890
- Charges du personnel / Staff Expenses		1 969 468	1 825 471
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immo- bilisations corporelles et incorporelles/ endowments for amor- tization and depreciation of tangible and intangible immobi- lizations		332 886	176 700
- Autres charges générales d'exploitation / Other general and administrative expenses		730 775	652 869
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION/		1 007 040	2 252 252
GROSS BANKING RESULT		1 985 962	2 370 850
- Coût du risque/ risk cost		- 116 563	2 238 298
RÉSULTAT D'EXPLOITATION/			
EXPLOITATION RESULT		2 102 525	132 552
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équiva- lence/ Share of net benefits of companies put in equivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs/ Profits or net losses on other assets		69 671	196 771
- Variations de valeur des écarts d'acquisition/ Changes in value of deviations acquisitions			
RÉSULTAT AVANT IMPÔT/ RESULT BEFORE TAX		2 172 196	329 323
- Impôts sur les bénéfices/ Income taxes		758 407	128 700
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession/ Net result of tax on stopped activities or in cession			
RÉSULTAT NET/ NET RESULT		1 413 789	200 623



Tableau des flux de trésorerie aux 31 décembre 2015 & 2014/ Table of treasury flows at December 31, 2015 & 2014

Notes	31/12/2015	31/12/2014	Variation
Résultat avant impôts/ Result before taxes	2 172 196	329 323	260%
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles/ Net endowments for amortization and depreciation of tangible and intangible immobilizations	332 886	176 700	%88
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions/Net endowments for depreciation and provisions sions	- 116 563	2 238 298	-105%
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence/ Share of result related to the companies put in equivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement/ Net loss / net gain from investment activities		-	
(Produits)/charges des activités de financement/(Income)/Expenses from financing activities		-	
Autres mouvements/ Other movements		-	
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant Impôts et des autres ajustements/Non-monetary elements included in the net income before Taxes and other adjustments	216 323	2 414 998	-91%
Flux liés aux opérations avec les banques et assimilées/ <u>Flows from transactions with banks and similar institutions</u>			
Flux liés aux opérations avec la clientèle/ Flows from transactions with customers	- 2 056 703	- 5 825 762	%59-
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers/ flows from other transactions affecting financial assets or liabilities			-100%
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers/ Flows from other transactions affecting non-financial assets or liabilities	220 552	679 130	
-Impôts versés/ Paid Taxes	- 758 407	- 128 699	
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles/ Net Decrease / (increase) in assets and liabilities from operating activities	- 2 594 558	- 5 275 331	-51%
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)/ Total Net tresory flows generated by operating activities (A)	- 206 039	- 2 531 010	-92%
Flux liés aux actifs financiers et aux participations/Flows of financial assets and holdings			
Flux liés aux immeubles de placement/ Flows related to investment buildings			
Flux liés aux immobilisations/ Flows related to the fixed assets	- 96 772	- 870 340	%68-

- 111%

1 846 491

- 207 180

Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)/ Total Net tresory flows related to investment operations	- 96 772	- 870 340	%68 -
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires/ Flow of tresory from or to shareholders			
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement/ Other net flows of tresory from financing activities	509 991	1 554 860	%29-
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)/ Total Net tresory flow related to financing operations	509 991	1 554 860	%29-
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)/ Effect of changes in exchange rates on cash and cash equivalent (D)	ı		
Augmentation/ (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)/Net Increase			
(reduction) in the treasury and the treasury equivalent			
(A+B+C+D)	207 180	- 1 846 490	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture/ Treasury and		704 865	
Treasury equivalent at the opening			2 551 356
Caisse, banques centrales (actif et passif)/Cash, central banks (assets and liabilities)		- 1 734 544	150 259
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)/ Deposits and loans / borrowing from banks and related institutions (assets and liabilities)		2 439 409	2 401 097
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture/ Treasury and		912 045	
Treasury equivalent at the closing			704 865
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)/ Cash, central banks, CCP (assets and liabilities)	- 926 556	- 1734544	- 47%
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)/ Deposits and loans / borrowing from banks and related Institutions (assets and liabilities)	1 838 601	2 439 409	- 25%



Variation de la trésorerie nette/Net change in treasury

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES / Table of change in the stockholders' Equity

	Capital/ Capital	Réserves liées au capital/ Capital Reserves	Titres auto-dé- tenus / Auto detained titles	Réserves con- so-lidés/ Consoli- dated Re- serves	Résultats latents ou différés/ Latent or differed results	Résultat net part du groupe/ Net result part of the group	Total part Groupe/ Total part of the group	Minoritaires/ Minority	Total/ Total
(en milliers BIF/ in MBIF)		2	3	4	5	9	7	8	6
Capitaux propres clôture N-2/ Stockholders' equity Ending N-2	6 190 100	2 767 293		4 923 793	25 815	1 139 314			15 046 315
Changement de méthodes comptables ou correction d'erreurs/ Changes in accounting policies or correction of errors									
Capitaux propres d'ouverture N-1 retraités/ Adjusted Opening shareholders' equity N-1	6 190 100	2 767 293	0	4 923 793	25 815	1 139 314	0	0	15 046 315
Affectation du résultat N-2/ Assignment of the result N-2						-1 139 314			- 1 139 314
Dividendes versés/ Paid dividends									
Augmentation de capital/ Increase in capital									
Autres variations (à détailler)/ Other variations (to detail)				1 272 590	1 035 082				2 307 672
Résultat net de l'exercice/ Net result for the year						200 623			200 623
Sous-total: transactions entre actionnaires/ Subtotal: transactions among shareholders				1 272 590	1 035 082				2 508 295
Autres éléments du résultat global/ Other elements of the total result									
Gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente/ Latent profits or losses on available assets to the sale									
Écarts de réévaluation des immobilisations/ variations of revaluation of fixed assets									
Autres (à détailler)/ Others(to detail)									

ND	E	
INL	-//	

RAII	NE	
ואוט	עבוע	

Capitaux propres clôture N-1/ Stockholders' equity Ending N-1	6 190 100	2 767 293		6 196 383	1 060 897	200 623			16 415 296
Changement de méthodes comptables ou correction d'erreurs/ Changes in accounting policies or correction of errors									
Capitaux propres ouverture N retraités/ Adjusted Opening shareholders' equity N	6 190 100	2 767 293		6 196 383	1 060 897	200 623			16 415 296
Affectation du résultat N-1/ Allocation of the result N-1				137 549		-200 623			-63 074
Dividendes versés/ Paid dividends									
Augmentation de capital/ Increase in capital									
Autres variations (à détailler)/ Other variations (to detail)		375 000		198 065					573 065
Résultat net de l'exercice/ Net result for the year						1 413 789			1 413 789
Sous-total: transactions entre actionnaires/ Subtotal: transactions among shareholders		375 000	0	335 614	0	1 213 166	0	0	1 923 780
Autres éléments du résultat global/ Other elements of the total result									
Gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente/ Latent profits or losses on available assets to the sale									
Écarts de réévaluation des immobilisations/ variations of revaluation of fixed assets									
Autres (à détailler)/ Others(to be detailed)									
Capitaux propres clôture N/	6 190 100	3 142 293	0	6 531 997	6 531 997 1 060 897	1 413 789	0	0	18 339 076
Stockholders'Equity Ending year N									



B.N.D.E, SOCIETE MIXTE.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES TENUE EN DATE DU 29 MARS 2015 **B.N.D.E, JOINT VENTURE.**

ORDINARY GENERAL ASSEMBLY OF SHAREHOLDERS HELD ON 29th March, 2016





ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES TENUE EN DATE DU 29 MARS 2016

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque Nationale pour le Développement Economique,

Délibérant conformément à l'article 29 de ses statuts ;

Approuve:

- 1. La désignation de l'Administrateur CPP NDIRAKOBUCA Gervais représentant l'Etat du Burundi en remplacement de Monsieur BATUNGWANAYO Jean Bosco pour un mandat de quatre ans à compter du 19 Janvier 2016;
- 2. La désignation de l'Administrateur HAKIZIMANA Gabriel représentant l'INSS en remplacement de Monsieur RUZAGIRIZA Gérard pour un mandat de quatre ans à compter du 13 Juillet 2015.
- 3. La désignation de l'Administrateur MUTA-BAZI Jean de Dieu représentant l'ARFIC en remplacement de Monsieur KARERA Denis pour un mandat de quatre ans à compter du 22 Octobre 2015.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque Nationale pour le Développement Economique,

Délibérant conformément à l'article 19 de ses statuts ;

Entendu les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes ;

Approuve les comptes de l'exercice 2015.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des Action-

ORDINARY GENERAL ASSEMBLY OF SHAREHOLDERS HELD ON 29th March, 2016

FIRST RESOLUTION

The Ordinary General Assembly of Shareholders of "Banque Nationale pour le Développement Economique",

Deliberating in accordance with Article 29 of its statutes;

Approve:

- 1. The nomination of the Administrator CPP NDIRAKOBUCA Gervais representing the State of Burundi to replace Mr. BATUNG-WANAYO Jean Bosco for a term of four years as from January 19th, 2016;
- 2. The nomination of the Administrator HAKIZIMANA Gabriel representing the INSS to replace Mr RUZAGIRIZA Gerard for a term of four years as from July13th, 2015.
- 3. The nomination of the Administrator MUTABAZI Jean de Dieu representing the ARFIC, replacing Mr. KARERA Denis for a term of four years as from October 22nd, 2015.

SECOND RESOLUTION

The Ordinary General Assembly of Shareholders of "Banque Nationale pour le Développement Economique",

Deliberating in accordance with Article 19 of its statutes;

Having settled reports of the Board of Directors and the Auditor;

Approve the accounts for fiscal year 2015.

THIRD RESOLUTION

The Ordinary General Assembly of Sharehold-



naires de la Banque Nationale pour le Développement Economique,

Délibérant conformément à l'article 19 de ses statuts;

Sur proposition du Conseil d'Administration;

Décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2015 comme suit :

Bénéfice net de l'exercice à affecter

: BIF 1 413 789 000

Réserves légales (5%) : BIF 70 689 474

Réserves disponibles : BIF 883 077 822

Super jeton : BIF 54 000 000

Primes de bilan : BIF 230 332 540

Etalement provision-Avantages

au Personnel : BIF 175 689 655

ers of "Banque Nationale pour le Développement Economique",

Deliberating in accordance with Article 19 of its statutes;

On the proposal of the Board of Directors; Decides to allocate the net profit for the fiscal year 2015 as follows:

Net profit for the year to be allocated

: BIF 1,413,789,000

Legal reserves (5%) : BIF 70 689 474

Available Reserves : BIF 883 077 822

Super token : BIF 54 000 000

Balance sheet bonuses : BIF 230 332 540

Spreading out provision on staff Benefits

: BIF 175 689 655

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque Nationale pour le Développement Economique,

Délibérant conformément à l'article 19 de ses statuts ;

Entendu le rapport du Conseil d'Administration;

Après avoir approuvé les comptes de la Société;

Donne décharge au Conseil d'Administration pour sa gestion de l'exercice 2015.

FOURTH RESOLUTION

The Ordinary General Assembly of Shareholders of "Banque Nationale pour le Développement Economique",

Deliberating in accordance with Article 19 of its statutes;

Having understood the report of the Board of Directors;

After having approved the accounts of the Company;

Give discharge to the Board of Directors for its management for the fiscal year 2015.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque Nationale pour le Développement Economique,

FIFTH RESOLUTION

The Ordinary General Assembly of Shareholders of "Banque Nationale pour le Développement Economique",



Délibérant conformément à l'article 19 de ses statuts;

Entendu le rapport du Commissaire aux Comptes ;

Après avoir approuvé les comptes de la Société;

Donne décharge au Commissaire aux Comptes pour la surveillance et le contrôle exercés sur les opérations de la Banque au cours de l'exercice 2015. Deliberating in accordance with Article 19 of its statutes;

Having heard the report of the Auditor;

After having approved the accounts of the Company;

Give discharge to the Auditor for the supervision and control exerted on the operations of the Bank during the fiscal year 2015.





ANNEXES

BNDE

APPENDIX





1. NOTES SUR LES PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes.

La BNDE a établi ses comptes en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) à compter du 31 décembre 2015 avec un bilan d'ouverture au 01 janvier 2014.

• Principes comptables et méthodes d'évaluation.

> ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

■ Prêts et créances

Les prêts et créances regroupent les actifs financiers non dérivés à revenus fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction, ni destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi.

Les prêts et créances sont présentés au bilan parmi les « Prêts et créances sur les banques et assimilées » ou les « Prêts et créances sur la clientèle » suivant la nature de la contrepartie.

Ils sont évalués après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif et peuvent faire l'objet, le cas échéant, d'une dépréciation.

Actifs financiers disponibles à la vente

Ce sont les actifs financiers non dérivés détenus pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Les actifs disponibles à la vente sont évalués, à chaque arrêté comptable, à leur juste valeur. Une action non cotée qu'il n'est pas possible d'évaluer en l'absence d'une mesure fiable est comptabilisée au coût (ou coût historique) : les plus-values latentes ne sont pas constatées et les dépréciations sont comptabilisées en résultat.

1. NOTES ON THE PRINCIPLES AND ACCOUNTING METHODS

Note 1: Principal rules of evaluation and presentation of the accounts.

The BNDE established its accounts in accordance with IFRS (International Financial Reporting Standards) as from December 31st, 2015 with an opening balance sheet at January 1st, 2014.

• Accounting policies and evaluation methods.

> FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES

Loans and Receivables

Loans and receivables include non-derivative financial assets with fixed or determinable payments which are not quoted in an active market and which are neither held for trading nor available for sale as soon as of their acquisition or their granting.

Loans and receivables are presented in the balance sheet as "Loans and receivables from banks and similar" or "Loans and advances to customers" according to the nature of the counterparty.

They are evaluated after their initial accounting at the cost amortized on the basis of the effective interest rate and can be the object, if necessary, of depreciation.

• Financial assets available for sale

These are non-derivative financial assets held for an undetermined period and that the establishment can be brought to yield at any time.

The available assets for sale are evaluated, with each countable decree, to their right value. A non-quoted action that it is not possible to evaluate in the absence of a reliable measurement is entered at the cost (or historical cost): the latent appreciations are not noted and the depreciations are entered in result.





Prêts et créances

Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation sur les prêts et créances. Elles sont déterminées par différence entre la valeur nette comptable du prêt et le montant recouvrable estimé.

Elles sont traitées soit sur une base "individuelle", soit sur une base de "portefeuilles homogènes".

Dans ces deux cas la dépréciation est la différence entre l'encours figurant en comptabilité et les flux de trésorerie estimés (montants recouvrables) actualisés au taux effectif calculé lors de la comptabilisation initiale. Le montant retenu tient également tenir compte des garanties.

Enfin, il existe également un risque que, parmi les créances saines, une partie des futures échéances soit impayée et se traduise par des pertes. Aussi, une dépréciation collective sur créances saines doit être constituée.

Option retenue par la BNDE

Les créances impayées sont ventilées en quatre catégories, à surveiller, douteuse, litigieuse et contentieuse conformément à la réglementation de la Banque Centrale (BRB).

La BNDE a appliqué les taux de provisionnement préconisés par la Banque Centrale :

- Créances saines : 0%

- Créances à surveiller : 0%

- Créances douteuses : 20%

- Créances litigieuses : 40%

- Créances contentieuses : 100%.

> LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles

Deux méthodes d'évaluation peuvent être appliquées aux immobilisations corporelles :

> DEPRECIATION OF THE FINANCIAL ASSETS

Loans and Receivables

Depreciation is made up when there is an objective index of depreciation on the loans and receivables.

They are determined by the difference between the countable net value of the loan and the estimated recoverable amount.

They are treated either on an "individual" or on a basis of "homogeneous portfolios."

In both cases the depreciation is the difference between assets contained in accounting and estimated cash flows (recoverable amounts) discounted at the effective rate calculated at initial accounting. The amount selected also takes into consideration the guarantees.

Finally, there is also a risk that, among the healthy receivables, part of the future expiries is unpaid and results in losses. Also, a collective depreciation on healthy receivables must be made up.

Option chosen by the BNDE:

The unpaid receivables are broken down into four categories, to supervise, doubtful, litigious and contentious in accordance with regulations of the Central Bank (BRB).

BNDE applied the provisioning rate recommended by the Central Bank:

- Healthy receivables: 0%

- Receivables to be monitored: 0%

- Doubtful receivables: 20%

- Litigious receivables: 40%

- Contentious Receivables: 100%.

> FIXED ASSETS

Tangible fixed assets

Two evaluation methods can be applied to tangible fixed assets:



- Le modèle de la réévaluation, qui consiste à comptabiliser les immobilisations pour leur montant réévalué. Dans ce modèle les réévaluations, ou dévaluations, successives sont imputées au bilan tant que la somme cumulée des réévaluations-dévaluations est positive, sinon imputation en résultat,
- Le modèle du coût, qui consiste à comptabiliser les immobilisations à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des dépréciations (ou pertes de valeur).

Option retenue par la BNDE

Pour les bâtiments d'exploitation, le modèle de la réévaluation a été retenu.

Pour les autres immobilisations corporelles (mobilier, matériel informatique, matériel roulant, ...), il est considéré que chaque immobilisation fait l'objet d'un composant et est amorti sur une durée de vie correspondant à la réalité.

Les immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et des frais immobilisés à répartir. Les logiciels sont amortis selon leur durée de vie.

Les frais immobilisés à répartir correspondent aux provisions pour avantages du personnel couvrant les exercices antérieurs à 2015. Dans l'objectif de limiter la volatilité dans les résultats et capitaux propres des banques et établissements financiers liés à l'adoption des IFRS, la BRB a autorisé la comptabilisation de ces provisions dans le compte de charges à répartir en contrepartie des provisions pour avantages au personnel. Ils seront amortis au fur et à mesure par l'affectation d'une quotte part du résultat de l'exercice sur une période allant de 3 à 5 ans.

■ Les immeubles de placement

Les immeubles de placement ont été évalués à leur juste valeur dans le bilan d'ouverture et la BNDE a retenu le modèle du coût pour les bilans suivants.

- The revaluation model, which consists of entering the fixed assets for their revalued amounts. In this model, successive revaluations or devaluations, are imputed to the balance sheet as long as the cumulated sum of the revaluation-devaluations is positive, otherwise imputed in result,
- The cost model, which consists in entering the fixed assets at their reduced cost of accumulated amortization and accumulated depreciation (or losses in value).

Option chosen by the BNDE

For administrative buildings, the revaluation model has been retained.

For other tangible fixed assets (furniture, computer equipment, vehicles,), it is considered that each asset is the subject of a component and is amortized over a lifetime corresponding to reality.

Intangible fixed assets

Intangible assets are made of software and immobilized expenses to distribute. Software are amortized according to their useful life.

The immobilized expenses to distribute correspond to provisions for employee benefits covering previous periods to 2015.

In order to limit volatility in the results and stockholders' equity of banks and financial institutions related to the adoption of IFRS, BRB authorized the accounting of these provisions in the account of deferred expenses from the provision for employee benefits. They will be amortized progressively by the assignment of a share of the result for the year over a period of 3 to 5 years.

Investment properties

Investment properties are measured at their fair value in the opening balance sheet and BNDE chose the cost model for the following balances.



> LES AVANTAGES DU PERSONNEL

Afin de donner une image économique fidèle, la norme IFRS impose de comptabiliser, en matière d'avantages au personnel, aussi bien les obligations formelles que les obligations implicites découlant des usages.

Ces obligations sont classées en 4 catégories :

- Les avantages à court terme (payables dans un délai inférieur à 1 an). Ces avantages concernent essentiellement les salaires, les congés, les cotisations sociales, l'intéressement,.....Ces avantages sont comptabilisés directement en tant que "charges" lorsque le service est rendu, et les montants ne sont donc pas actualisés;
- Les avantages à long terme (payables dans un délai supérieur à 1 an). Ces avantages concernent les versements futurs tels que les primes de fidélité, médaille du travail ainsi que les primes de départ en retraite. Ils sont portés au passif de l'établissement pour la valeur actualisée de l'obligation (diminuée, s'il y a lieu, de la valeur de marché des actifs utilisés directement pour financer l'avantage à long terme);
- Les avantages liés à la fin de contrat de travail. Ces avantages concernent ceux payables à la fin d'un contrat à durée déterminée et de longue durée (supérieure à un an) ou à la suite d'un plan de licenciement. Le montant comptabilisé correspond à la valeur actualisée de l'obligation de l'entité vis-à-vis du personnel concerné;
- Les avantages postérieurs à l'emploi. Ces avantages concernent essentiellement le versement de pensions et comprennent deux types de régime :
- Les "régimes à cotisations définies", dans lesquels l'établissement se limite à payer des cotisations définies à une entité distincte (un fonds, une caisse de retraite ou une compagnie d'assurance) qui servira in fine les avantages au personnel. Dans ce cas, les cotisations payées sont comptabilisées en charges sur l'exercice car elles sont relatives à un service rendu par un membre du personnel pendant l'exercice. L'entreprise n'a

> STAFF ADVANTAGES

To give a faithful economic image, IFRS forces enter, in terms of employee benefits, as well the formal obligations as the implicit obligations resulting from the uses.

These obligations are classified into 4 categories:

- Short-term benefits (payable within less than 1 year). These benefits relate mainly to wages, holidays, social security contributions, profit sharing ... These benefits are recognized directly as "charges" when the service is done and the amounts are thus not updated;
- Long-term benefits (payable within more than 1 year). These benefits relate to future payments such as loyalty bonuses, labor medal and the retirement bonuses. They are included in liabilities of the institution for the present value of the obligation (less, if any, of the market value of the assets used directly to fund the long-term benefit);
- The advantages related to the end of the employment contract. These benefits relate to those payable at the end of a fixed-term and long-term (over one year) or as a result of a redundancy plan. The amount recognized is the present value of the obligation of the entity with respect to the staff concerned;
- Post-employment benefits. These benefits mainly concern the payment of pensions and include two types of plans:
- The "defined contribution plans", in which the institution is limited to pay contributions defined in a distinct entity (a fund, a pension fund or an insurance company) which will ultimately benefit the staff. In this case, the contributions paid are expensed over the year as they are related to a service provided by a member of staff during the year. The company has no obligation to pay additional contributions.
- The "defined benefit plans", where the entity has an obligation to pay the agreed benefits to its staff members active and retired; the management of a defined benefit plan may be subcon-



aucune obligation de payer des cotisations supplémentaires.

- Les "régimes à prestations définies", dans lesquels l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues aux membres de son personnel en activité et retraité; La gestion d'un régime à prestations définies peut être sous-traitée à un organisme externe (compagnie d'assurance ou caisse de retraite). L'entité reste finalement responsable du paiement des prestations envers le personnel, notamment en cas d'insuffisance de financement ou de défaillance du fonds.

Ces avantages sont portés au passif (ou placé dans un organisme externe) au titre de prestations définies et doivent être égaux au total de la valeur actualisée de l'obligation à la clôture de l'exercice.

Option retenue par la BNDE

A la BNDE, les avantages du personnel concernent les engagements de la banque envers ses collaborateurs pour les années futures.

A ce titre, les engagements suivants ont été recensés :

- l'indemnité de fin de mandat social,
- l'indemnité de fin de carrière,
- la bonification de départ en retraite,
- l'indemnité funéraire en cas de décès (secours versé aux ayant-droits),
- les primes d'ancienneté versées à l'issue de 10 ans, 20 ans, 30 ans et 40 ans de collaboration Au 31 décembre 2015, la BNDE a pris en compte les engagements de la banque envers son personnel.

> IMPOTS DIFFERES

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif ou passif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale.

• Présentation des états financiers

tracted to an external organization (insurance company or pension fund). The entity remains ultimately responsible for the payment of benefits to employees, particularly in cases of insufficiency of financing or failure of the funds.

These benefits are recognized as a liability (or placed in an external organization) under defined benefits and must be equal to the whole of the present value of the obligation at the end of the financial year.

Option chosen by the BNDE

At BNDE, the employee benefits relate to the bank's commitment towards its collaborators for future years.

For this reason, the following commitments were identified:

- The allowance of the end of the social mandate,
- The allowance of the end of the career,
- The retirement bonus,
- Funeral allowance in case of death (help paid to beneficiaries)
- Seniority premiums after 10 years, 20 years, 30 years and 40 years of collaboration.

At 31st December 2015, BNDE took into consideration the commitments of the bank towards its staff

> DEFERRED TAXES

A deferred tax asset or liability is recognized each time the recovery or the settlement of the countable value of an asset or a liability will increase or decrease the future tax payments compared to what they would have been if a such recovery had not had a tax incidence.

- Presentation of Financial Statements
- > Format of the synthesis states and tables

In the lack of a model imposed by IFRS, the format of the synthesis statements and tables used





> FORMAT D'ETATS DE SYNTHESE ET DE TABLEAUX

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse et des tableaux utilisés est conforme au format des états proposés par la BRB.

> TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE.

Dans le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

is in conformity with the format of the states suggested by BRB.

> TREASURY AND TREASURY EQUIVA-LENT

In the treasury flows table, the treasury and the treasury equivalent include cash accounts, deposits, loans and borrowings from central banks and credit institutions.







2. COMMENTS ON THE BALANCE SHEET

		31/12/2015	31/12/2014	VARIATION
NOTE 2.1	Caisse, Banques centrales / Cash, Central Bank	1 096 222	265 456	312,96
	Valeurs en caisse / Values in cash	6 859	8 041	- 14,70
	BRB, compte ordinaire en BIF / BRB, ordinary account in BIF	1 089 363	257 415	323,19
NOTE 2.2	Prêts et créances sur les banques et assimilées / Loans and recei- vables on banks and similars	3 076 525	4 081 803	- 24,63
	Comptes ordinaires des banques et assimilées / Ordinary accounts of banks and similars	798 809	1 340 847	- 40,43
	BANCOBU	158 420	938 539	- 83,12
	BCB	433 099	256 588	68,79
	BBCI	10 673	16 823	-36,56
	INTERBANK	126 842	100 575	26,12
	ECOBANK	15 465	1508	14,49
	BGF	43 974	4 055	984,44
	FINBANK	8 848	8 183	8,13
	CRDB BANK	1 488	2 576	- 42,24
	<u>Prêts financiers / Financial loans</u>	2 277 716	2 740 956	-16,90
	FSCJ	838 984	1 296 922	- 35,31
	FSTS	1 235 761	1 205 371	2,52
	RECEKA-INKINGI	202 971	238 663	- 14,95

Commentaire:

Les avoirs en caisse et auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 312,96% d'une année à une autre, soit une hausse de 830.766 MBIF.

Les prêts et créances sur les banques et asimilées sont en baisse de 24,63% d'une année à une autre, soit une baisse de 1.005.278 MBIF

Comment:

The Cash holdings and cash with the Central Bank increased by 312.96% from one year to another, that is an increase of 830.766 MBIF.

Loans and receivables from banks and similar are down by 24.63% from one year to another, that is a decrease of 1.005.278 MBIF.



		31/12/2015	31/12/2014	VARIATION
NOTE 3	Prêts et créances sur la clientèle / Loans			
	and receivables to customers	32 234708	31 656 603	1,83
	Crédits de trésorerie / Treasury credits	117 674	297 082	- 60,39
	Crédits à l'équipement / Equipment Cred-			
	its	16 762109	18 530 031	- 9,54
	Crédits à la consommation / Consumer			
	Credits	9 058 003	8 092 909	11,93
	Crédits immobiliers / Real properties loans	2 966 107	2 737 734	8,34
	Valeurs à recevoir / Values to be received	1 994 258	1 943 336	2,62
	Créances dépréciées / Depreciated receiv-			
	ables	6 189 680	5 053 524	22,48
	Dépréciations / Depreciations	- 4 853 123	- 4 998 013	- 2,90

Commentaire:

Les prêts et créances sur la clientèle sont en hausse de 1,83% d'une année à une autre, soit augmentation de 578.105 Mbif

- . Les crédits de trésorerie diminuent de 60,39%
- . Les crédits à l'équipement diminuent de 9,54%
- . Les crédits à la consommation augmentent de 11,93%
- . Les crédits immobiliers augmentent de 8,34%
- . Les valeurs à recevoir augmentent de 2,62%
- . Les créances dépréciées augmentent de 22,48 %

Comment:

Loans and receivables to customers were up by 1.83% from one year to another, that is an increase of 578,105 BIF.

- The treasury credits decreased by 60.39%
- The Equipment credits decreased by 9.54%
- The Consumer credits increased by 11.93%
- The Real property loans increased by 8.34%
- The Values to be received increased by 2.62%
- The depreciated receivables increased by 22.48%

NOTE 4		31/12/2015	31/12/2014	VARIATION
	Autres actifs / Others Assets	1 737 740	847 537	105,03
	Comptes de régularisations / Accounts of regularizations	967483	847 537	14,15
	. Produits à recevoir et charges constatées d'avance / Products to be received and prepaid expenses	61 407	81 304	-24,47
	. Intérêts en suspens / Outstanding interests	906 076	766 233	18,25
	Valeurs et emplois divers / Various values and uses	770 257	-	100,00
	Immobilisations acquises par réalisation des garanties hypothécaires / Fixed assets acquired through disposal of mortgage guar-			
	antees	770 257	-	100,00



Commentaire:

Les autres actifs augmentent de 105,03% d'une année à une autre.

Il s'agit essentiellement du nouveau poste "Valeurs et emplois divers" qui a enregistré les immobilisations acquises par réalisation des garanties hypothécaires.

Comment:

Other assets increased by 105.03% from one year to another.

This is basically about the new position "Values and various uses" which registered the fixed assets acquired by realization of mortgages.

NOTE 5		31/12/2015	31/12/2014	VARIATION
	Immobilisations / Fixed assets	2 787 881	3 023 995	- 7,81
	Immeubles d'exploitation / Administrative buildings	1 259 304	1 139 570	
	Amortissements / Amortizations	70 333	-	
		<u>1 188 971</u>	<u>1 139 570</u>	4,34
	Immeubles de placement / Investment property	406 029	593 029	
	Amortissements / Amortizations	24 508	46 990	
		<u>381 521</u>	<u>546 039</u>	- 30,13
	Immobilisations corporelles / Tangible fixed assets			
	.Mobilier et matériel de bureau / Office furni- ture and equipment	558 672	565 951	
	.Matériel roulant / Rolling stock	636 665	739 105	
	.Agencements et aménagements / Fixtures and fittings	75 918	31 066	
	.Autres immobilisations corporelles / Other tangible fixed assets	86 451	95 136	
	Amortissements / Amortizations	- 1 027 426	- 991 995	
		<u>330 280</u>	<u>439 263</u>	- 24,81
	Immobilisations incorporelles / Intangible fixed assets			
	.Logiciels / Software	250 645	243 564	
	.Frais d'établissement et autres à répartir / Formation expenses and others to distribute	878 448	878 448	
	Amortissement des logiciels / Software amortization	- 241 984	-222 889	
		<u>887 109</u>	<u>899 123</u>	- 1,34

Commentaire:

Les immobilisations enregistrent une baisse de 7,81% d'une année à une autre.

Il y a eu cession d'un immeuble de placement et d'une partie des immobilisations corporelles.

Comment:

The fixed assets recorded a decline of 7.81% from one year to another. There was disposal of an investment property and part of tangible fixed assets.



Les frais d'établissement et autres à répartir correspondent aux provisions pour avantages du personnel couvrant les exercices antérieurs à 2015. Dans l'objectif de limiter la volatilité dans les résultats et capitaux propres des banques et établissements financiers liés à l'adoption des IFRS, la Banque Centrale a autorisé la comptabilisation de ces provisions dans le compte de charges à répartir en contrepartie des provisions pour avantages au personnel.

Ils seront amortis au fur et à mesure par l'affectation d'une quote part du résultat de l'exercice sur une période allant de 3 à 5 ans. The formation expenses and others to distribute correspond to provisions for employee benefits staff covering prior years to 2015. In order to limit the volatility in results and stockholder's equity of banks and financial institutions related to the adoption of IFRS, the Central Bank authorized the accounting of these provisions in the expense account to distribute in counterpart of provisions for employee benefits.

They will be amortized progressively by the assignment of a quote share of the profit for the year on a period going from 3 to 5 years.

NOTE 6		31/12/2015	31/12/2014	VARIATION
	Dettes envers les banques et assimilées / Debts towards the banks and assimilated	1 237 924	1 642 394	- 24,63
	DAT du FPHU / LTD of the FPHU	-	500 000	- 100,00
	Dépôt de garantie du FSCJ / Guarantee deposit of the FSCJ	297 882	270 802	10,00
	Dépôt de garantie de la CECAD / Guarantee deposit of the CECAD	6 771	6 511	3,99
	Dépôt de garantie du FSTS / Guarantee deposit of the FSTS	824 465	763 393	8,00
	Dépôt de garantie de RECEKA-INKINGI/ Guarantee deposit of the RECEKA-INKIN- GI	108 806	101 688	7,00

Commentaire:

Les dettes envers les banques et assimilées diminuent de 24,63% d'une année à une autre.

Il s'agit principalement d'un emprunt auprès du Fonds de Promotion de l'Habitat Urbain qui a été remboursé au cours de l'exercice.

Comment:

Debts to banks and similar decrease by 24.63% from one year to another.

It is mainly about a loan from the Promotion Funds of Urban habitat which was refunded during the year.

NOTE 7	Dettes envers la clientèle / Debts towards customers	8 466 554	10 061 715	- 15,85
	Dépôts de garantie reçus de la clientèle / Guarantee deposit from the customers	508 480	526 804	- 3,48
	Emprunts financiers / Financial borrowings	7 193 728	8 953 957	- 19,66
	Autres valeurs à payer / Other values to be paid	764 346	580 954	31,57



Commentaire:

Les dettes envers la clientèle enregistre une baisse de 15,85% d'une année à une autre.

Deux emprunts en dépôt à terme ont été remboursés au cours de l'exercice 2015.

Il s'agit d'un dépôt de l'ARFIC pour 900 MBIF et SOCABU pour MBIF 1.450

Comment:

The amounts due to customers fell by 15.85% from one year to another.

Two loans in term deposit were refunded during fiscal year 2015.

It is about a deposit of the ARFIC for MBIF 900 and SOCABU for MBIF 1450

NOTE 8	Comptes de régularisation et passifs divers / Regularization accounts and various liabilities	9 488 686	8 450 623	12,28
	Sommes dues à l'Etat / Amounts owed to the State	185 652	185 636	0,01
	Sommes dues aux organismes de prévoyance / Amounts due to social security institutions	390 223	216 509	80,23
	Sommes diverses dues au personnel / Various amounts due to staff	637 845	640 375	- 0,40
	Fournisseurs de biens et services / Suppliers of goods and services	61 466	64 978	- 5,40
	Divers autres créditeurs / Various other creditors	7 908 943	7 150 537	10,61
	Charges à payer et produits constatés d'avance / Expenses to be paid and income received in advance	205 426	132 247	55,34
	Autres comptes de régularisation / Other regularization accounts	99 131	60 341	64,28

Commentaire:

Les comptes de regularisation et passifs divers augmentent de 12,28% d'une année à une autre soit une augmentation de 1.038.063 mBIF.

Les postes qui ont augmenté sensiblement sont:

- Sommes dues aux organismes de prévoyance avec + 80,23%
- Autres comptes de régularisation avec + 64,28%
- Charges à payer et produits constatés d'avance avec + 55,34%
- Divers autres créditeurs avec + 0,61%

Comment:

The regularization accounts and other various liabilities increase by 12.28% from one year to another, that is an increase of 1.038.063 MBIF.

The items that increased significantly were:

- Amounts due to the social security institutions with + 80.23%
- Other regularization accounts with + 64.28%
- Expenses to be paid and income received in advance with + 55.34%
- Various other creditors with + 10.61%



NOTE 9		31/12/2015	31/12/2014	VARIATION
	Capital et réserves liés / Capital and reserves related	9 332 393	8 957 393	4,19
	Capital / Capital	6 190 100	6 190 100	-
	Fonds de dotation / Endowment funds	3 142 293	2 767 293	13,55

Commentaire:

Le capital et réserves liés ont augmenté de 4,19% d'une année à une autre soit une hausse de 375 MBIF provenant du don Belge.

Comment:

The capital and reserves related, increased by 4.19% from one year to another, that is an increase of MBIF 375 from the Belgian donation.

NOTE 10	Réserves consolidés / Consolidated reserves	6 531 997	6 196 383	5,42
	Agios réservés / Reserved agios	906 076	766 233	18,25
	Provisions pour créances saines et à surveiller / Provisions for healthy receivables and receivable to be monitored	406 477	378 798	7,31
	Réserve légale / Legal reserve	222 874	212 843	4,71
	Diverses autres réserves / Other various reserves	2 913 520	2 786 002	4,58
	Subventions, Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie / Grants, allocated public funds and special guarantee funds	2 083 050	2 052 507	1,49

Commentaire:

Les réserves consolides augmentent de 5,42% d'une année à une autre soit une hausse de 335.614 mBIF.

Comment:

The consolidated reserves increased by 5.42% from one year to another, that is an increase of MBIF 335.614

NOTE 11	Résultat de l'exercice / The result of the fiscal year	1 413 789	200 623	604,70
---------	--	-----------	---------	--------

Commentaire:

Le résultat net de l'exercice augmente de 604,70% d'une année à une autre, soit une augmentation de 1.213.166 m BIF.

Comment:

The net result for the fiscal year increased by 604.70% from one year to another, that is an increase of 1.213.166 MBIF.



Siège social : Bujumbura 3, Avenue du marché B.P. 1620

Tél.: 22 22 2888 - 22 22 6045

Fax: (257) 22 22 3775

E-mail: bnde@cbinf.com/bnde@bnde.bi

Site Web: www.bnde.bi